

## Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2015

---

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 1,2 milliard de dollars pour le troisième trimestre de 2015

---

### Points saillants des résultats financiers

#### Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du troisième trimestre de 2014 :

- **Bénéfice net de 1 192 millions de dollars, en hausse de 6 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 1 230 millions, en hausse de 6 %**
- **BPA<sup>2</sup> de 1,80 \$, en hausse de 8 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 1,86 \$, en hausse de 8 %**
- **RCP de 13,6 %, comparativement à 14,4 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 14,0 %, contre 14,9 %**
- **Dotation à la provision pour pertes sur créances de 160 millions de dollars, contre 130 millions**
- **Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III de 10,4 %**

#### Comparaison des neuf premiers mois de 2015 et des neuf premiers mois de 2014 :

- **Bénéfice net de 3 191 millions de dollars, en baisse de 2 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 3 417 millions, en hausse de 2 %**
- **BPA<sup>2</sup> de 4,75 \$, en baisse de 2 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 5,10 \$, en hausse de 3 %**
- **RCP de 12,3 %, comparativement à 14,3 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 13,2 %, contre 14,7 %**
- **Dotation à la provision pour pertes sur créances de 484 millions de dollars, contre 391 millions**

**Toronto, le 25 août 2015** – Pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2015, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 192 millions de dollars ou 1,80 \$ par action et un bénéfice net ajusté de 1 230 millions ou 1,86 \$ par action.

« BMO a obtenu de très bons résultats au troisième trimestre. Notre bénéfice net ajusté s'est élevé à 1,2 milliard de dollars, une hausse de 6 % par rapport aux bons résultats enregistrés à la même période l'an dernier, et de 7 % par rapport au deuxième trimestre », a déclaré Bill Downe, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Ces résultats sont attribuables au bon rendement de nos groupes d'exploitation, en particulier nos Services bancaires Particuliers et entreprises, dont le bénéfice ajusté combiné s'est établi à 792 millions de dollars, une hausse de 13 % comparativement à la même période l'an dernier, et la Gestion de patrimoine, dont le bénéfice net ajusté est en hausse de 10 %. Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont demeurées stables. »

« Notre rendement témoigne de l'avantage que procure la diversification de nos activités et confirme que les investissements que nous avons faits génèrent de la croissance tout en nous permettant de suivre le rythme d'une nouvelle génération de clients », a conclu M. Downe.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,82 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2015, soit le même montant qu'au trimestre précédent et 0,04 \$ par action ou 5 % de plus qu'il y a un an, ce qui correspond à un dividende annuel de 3,28 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2015, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2015, est disponible dans son intégralité à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi qu'à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

---

### Aperçu des résultats de la Banque

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 192 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, en hausse de 66 millions ou de 6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Après ajustement, le bénéfice net a été de 1 230 millions, s'étant accru de 68 millions ou de 6 % en regard du trimestre correspondant de 2014 grâce à la bonne progression du bénéfice des unités d'exploitation des Services PE et à l'amélioration des résultats de la Gestion de patrimoine. Le bénéfice de BMO Marchés des capitaux a reculé en regard de celui très élevé du trimestre correspondant un an auparavant. Le BPA ajusté a augmenté de 8 % sur un an. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 13,6 % et, après ajustement, il a été de 14,0 %. Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 selon Bâle III est demeuré solide à 10,4 %. Quant à la valeur comptable par action, elle a augmenté de 19 % sur un an et a atteint 55,36 \$.

### Aperçu des résultats des groupes d'exploitation PE Canada

Le bénéfice net a été de 556 millions de dollars, affichant ainsi une hausse de 31 millions ou de 6 % sur un an. Après ajustement, il s'est établi à 557 millions, ayant augmenté de 31 millions ou de 6 % en regard d'un an plus tôt, ce qui a découlé du renforcement des revenus et d'une bonne performance au chapitre du crédit, facteurs atténués par l'accroissement des charges. Les revenus se sont améliorés de 60 millions ou de 4 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts. Les charges se sont accrues de 37 millions ou de 5 % en raison des investissements continus dans les activités. Comparativement à il y a un an, l'augmentation des prêts a été de 3 % et celle des dépôts, de 6 %.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, la croissance sur douze mois des prêts et des dépôts s'est établie à 2 % et 5 %, respectivement. Nous avons, au cours du trimestre, lancé nos nouveaux produits Carte MasterCard BMO Remises World Elite et Carte MasterCard BMO AIR MILES World Elite, diversifiant ainsi notre éventail de cartes haut de gamme afin d'offrir à nos clients encore plus de choix sur le plan des récompenses. Notre campagne hypothécaire printanière et notre campagne estivale nous ont permis d'élargir notre clientèle, et le nombre de nouveaux clients a dépassé de 5 % celui de l'an dernier. Nous avons encore bonifié notre application canadienne de services bancaires mobiles pour iPhone grâce au *Touch ID*, une fonction qui donne accès aux services bancaires mobiles en toute sécurité, à la simple pression d'un bouton. BMO est ainsi devenue la première grande institution financière canadienne à offrir cette technologie à sa clientèle.

Dans l'unité des services bancaires aux entreprises, les prêts ont augmenté de 7 % et les dépôts, de 8 % sur un an. Nous continuons de mettre au point des produits et services afin de mieux répondre aux besoins de nos clients. Au cours du trimestre, nous avons lancé le forfait Pratique<sup>MC</sup> de BMO pour aider les propriétaires de petites entreprises à gérer aisément et de manière simple et économique leurs transactions bancaires courantes. Nous avons également élargi notre éventail de produits de paiement en permettant à nos clients des services bancaires aux entreprises d'effectuer des virements électroniques *Interac*<sup>MD\*</sup>. Nous détenons toujours la deuxième part du marché canadien des prêts aux petites et moyennes entreprises.

### PE États-Unis

Le bénéfice net a atteint 222 millions de dollars, affichant une hausse de 61 millions ou de 38 % sur un an. Après ajustement, il s'est accru de 61 millions ou de 36 %, pour s'établir à 235 millions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est chiffré à 175 millions de dollars, ayant dépassé de 25 millions ou de 17 % celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 186 millions, ayant progressé de 24 millions ou de 15 %, ce qui reflète la stabilité des revenus, une bonne gestion des charges et la baisse des pertes sur créances.

Les revenus se sont chiffrés à 727 millions de dollars, ce qui se rapproche de ceux d'il y a un an puisque l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts, des revenus tirés du financement hypothécaire et des commissions sur les prêts aux entreprises a été annulée par le recul de la marge nette d'intérêts. Après ajustement, les charges autres que d'intérêts ont été de 464 millions, ce qui signale une hausse de 8 millions ou de 2 % qui provient essentiellement de l'augmentation des frais liés au personnel. Ces charges sont toujours gérées avec rigueur.

Les prêts ont augmenté de 2,5 milliards de dollars ou de 4 % sur un an, en raison surtout de la progression toujours forte des prêts aux entreprises et prêts industriels de base, progression qui a été de 3,9 milliards ou de 14 %.

Au cours du trimestre, BMO Harris Bank s'est vu décerner le prix *Corporate Citizen of the Year* par The Executives' Club of Chicago. Ce prix souligne l'excellence de nos programmes d'inclusion et de diversité du personnel et de notre stratégie environnementale *Un ciel bleu et clair* ainsi que les efforts que nous déployons pour former des partenariats communautaires susceptibles de contribuer à la croissance et au dynamisme des collectivités dans lesquelles nous sommes présents.

BMO Harris Bank a également amélioré son application de services bancaires mobiles en la dotant des fonctions *Touch ID* et *Passcode*, grâce auxquelles il est encore plus simple pour nos clients des services bancaires mobiles d'effectuer des transactions.

## **Gestion de patrimoine**

Le bénéfice net a été de 210 millions de dollars, ayant augmenté de 21 millions ou de 11 % sur un an. Après ajustement, il s'est établi à 233 millions, s'étant accru de 22 millions ou de 10 %. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est chiffré à 177 millions, pour une hausse de 14 millions ou de 8 %, laquelle a résulté d'une saine croissance des actifs des clients. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 56 millions, s'étant accru de 8 millions ou de 16 % sur un an, ce qui est principalement attribuable à l'incidence des variations défavorables des taux d'intérêt à long terme à l'exercice précédent.

À 879 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 103 milliards ou de 13 % par rapport à il y a un an, ce qui a résulté des fluctuations favorables des cours de change et de la progression des marchés.

Au cours du trimestre, le magazine *International Finance* a nommé BMO Gestion de patrimoine Meilleure banque pour la gestion du patrimoine au Canada en 2015. Les prix que cette publication décerne soulignent l'excellence des services en finance internationale et, en choisissant BMO Gestion de patrimoine, elle a reconnu la qualité de nos produits et services ainsi que nos normes élevées en ce qui a trait à l'innovation et à la performance.

Pour la cinquième année d'affilée, le journal *Pensions & Investments* a nommé BMO Gestion mondiale d'actifs l'un des 100 plus importants gestionnaires d'actifs. Nous nous sommes classés au 50<sup>e</sup> rang pour ce qui est des actifs sous gestion à l'échelle mondiale (en date du 31 décembre 2014), alors que nous occupons la 75<sup>e</sup> position l'an dernier.

Au cours du trimestre, nous avons conclu une convention afin de vendre l'unité des services de retraite aux États-Unis de BMO, laquelle est située à Milwaukee. Sous réserve du respect de toutes les conditions réglementaires et autres, cette transaction devrait être conclue au quatrième trimestre de 2015.

## **BMO Marchés des capitaux**

Le bénéfice net s'est chiffré à 273 millions de dollars, en baisse de 32 millions ou de 11 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, période où les résultats avaient été des plus solides. Cette baisse a découlé surtout de l'accroissement des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ont diminué de 7 millions ou de 1 % surtout grâce au recul des frais liés au personnel.

Au cours du trimestre, BMO Marchés des capitaux a été choisie un chef de file Greenwich 2015 dans la catégorie Part du marché de la négociation d'actions canadiennes, de la recherche sur ces actions et des services de conseil ainsi que dans la catégorie Qualité pour ce qui est des ventes d'actions canadiennes et de l'accès aux sociétés cotées. Nous avons également été nommés Meilleure banque de financement des chaînes d'approvisionnement en Amérique du Nord par le magazine *Trade Finance*, et ce, pour la deuxième année d'affilée.

Au cours du trimestre, BMO Marchés des capitaux a participé à 352 nouvelles émissions à l'échelle mondiale, soit 156 émissions de titres de créance de sociétés, 138 émissions de titres de créance d'administrations publiques et 58 émissions d'actions, pour un total de 918 milliards de dollars.

Au cours du trimestre, nous avons conclu une entente visant la vente de BMO Marchés des capitaux GKST Inc., notre unité de vente, de négociation et d'émission d'obligations municipales. Cette transaction devrait être conclue au quatrième trimestre de 2015 sous réserve du respect de toutes les conditions réglementaires et autres.

## **Services d'entreprise**

La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 69 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2015, comparativement à 54 millions il y a un an.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats de la Banque et de ceux des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

## **Fonds propres**

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO s'établissait à 10,4 % au 31 juillet 2015. Ce ratio a augmenté d'environ 20 points de base comparativement à celui de 10,2 % à la fin du deuxième trimestre, ce qui a découlé de la hausse des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques.

## **Dotation à la provision pour pertes sur créances**

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 160 millions de dollars, ce qui représente 30 millions de plus qu'à la même période un an plus tôt et a résulté essentiellement de la diminution des recouvrements de prêts des Services d'entreprise et de la hausse de la dotation de BMO Marchés des capitaux. Ces facteurs ont été annulés en partie par la baisse des dotations des unités d'exploitation des Services bancaires PE. La provision générale n'a enregistré aucune variation en regard du trimestre précédent.

## **Mise en garde**

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

**Documents déposés auprès des organismes de réglementation**

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

---

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

---

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 25 août 2015. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2015, des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2014 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2014 figurant dans le Rapport annuel pour 2014 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Table des matières

<b>5</b>	Sommaire des résultats	<b>26</b>	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
<b>6</b>	Mesures non conformes aux PCGR	<b>27</b>	Bilan
<b>7</b>	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	<b>28</b>	Transactions avec des parties liées
<b>7</b>	Surviv et perspectives économiques	<b>28</b>	Arrangements hors bilan
<b>8</b>	Autres mesures de la valeur	<b>28</b>	Méthodes comptables et principales estimations comptables
<b>8</b>	Change	<b>28</b>	Modifications futures de méthodes comptables
<b>9</b>	Bénéfice net	<b>28</b>	Instruments financiers désignés
<b>9</b>	Revenus	<b>29</b>	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
<b>11</b>	Dotations à la provision pour pertes sur créances	<b>30</b>	Gestion des risques
<b>12</b>	Prêts douteux	<b>30</b>	Risque de marché
<b>12</b>	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	<b>32</b>	Risque de liquidité et de financement
<b>12</b>	Charges autres que d'intérêts	<b>35</b>	Cotes de crédit
<b>13</b>	Impôts sur le résultat	<b>35</b>	Risque d'assurance
<b>14</b>	Gestion du capital	<b>35</b>	Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité
<b>16</b>	Désignation des dividendes admissibles	<b>36</b>	Expositions dans certaines régions
<b>16</b>	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	<b>38</b>	États financiers consolidés intermédiaires
<b>17</b>	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	<b>38</b>	État consolidé des résultats
<b>17</b>	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	<b>39</b>	État consolidé du résultat global
<b>19</b>	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	<b>40</b>	Bilan consolidé
<b>21</b>	Gestion de patrimoine	<b>41</b>	État consolidé des variations des capitaux propres
<b>23</b>	BMO Marchés des capitaux	<b>42</b>	État consolidé des flux de trésorerie
<b>24</b>	Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	<b>43</b>	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		<b>63</b>	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

---

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2015, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2015, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

## Sommaire des résultats

Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
<b>Sommaire de l'état des résultats</b>					
Revenus nets d'intérêts	2 272	2 112	2 107	6 603	6 283
Revenus autres que d'intérêts 1)	2 554	2 414	2 628	7 804	7 300
Revenus 1)	4 826	4 526	4 735	14 407	13 583
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	218	24	520	989	1 205
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 608	4 502	4 215	13 418	12 378
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	160	161	130	484	391
Dotation à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	-	-	-	-
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	160	161	130	484	391
Charges autres que d'intérêts	2 971	3 112	2 756	9 089	8 034
Charge d'impôts sur le résultat	285	230	203	654	690
Bénéfice net	1 192	999	1 126	3 191	3 263
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 185	993	1 110	3 164	3 220
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	7	6	16	27	43
Bénéfice net	1 192	999	1 126	3 191	3 263
Bénéfice net ajusté	1 230	1 146	1 162	3 417	3 342
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b> (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	1,80	1,49	1,67	4,75	4,85
Bénéfice par action ajusté	1,86	1,71	1,73	5,10	4,97
Hausse du bénéfice par action (%)	7,8	(6,9)	0,6	(2,1)	6,1
Hausse du bénéfice par action ajusté (%)	7,5	4,9	4,2	2,6	8,3
Dividendes déclarés par action	0,82	0,80	0,78	2,42	2,30
Valeur comptable d'une action	55,36	51,65	46,69	55,36	46,69
Cours de clôture de l'action	72,98	78,82	81,27	72,98	81,27
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	46,9	50,8	52,5	46,9	52,5
Rendement de l'action (%)	4,5	4,1	3,8	4,4	3,8
<b>Mesures et ratios financiers</b> (%)					
Rendement des capitaux propres	13,6	11,4	14,4	12,3	14,3
Rendement des capitaux propres ajusté	14,0	13,2	14,9	13,2	14,7
Hausse du bénéfice net	5,9	(7,1)	0,4	(2,2)	4,5
Hausse du bénéfice net ajusté	5,7	4,6	3,7	2,2	6,6
Hausse des revenus 1)	2,0	3,6	15,8	6,1	8,5
Hausse des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI	9,4	11,4	9,7	8,4	8,9
Hausse des charges autres que d'intérêts	7,9	19,9	9,0	13,1	5,1
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées	8,0	13,4	10,8	10,9	9,0
Ratio d'efficience 1)	61,6	68,7	58,2	63,1	59,1
Ratio d'efficience ajusté 1)	60,5	64,3	57,2	61,0	58,4
Ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI	63,4	64,7	64,2	65,5	64,0
Levier d'exploitation 1)	(5,9)	(16,3)	6,8	(7,0)	3,4
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	1,4	(2,0)	(1,1)	(2,5)	(0,1)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,55	1,51	1,58	1,54	1,60
Taux d'impôt effectif	19,3	18,8	15,3	17,0	17,5
Taux d'impôt effectif ajusté	19,4	19,8	15,6	17,6	17,7
Rendement de l'actif moyen	0,71	0,62	0,74	0,64	0,73
Ratio dotation à la provision pour pertes sur créances/solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,20	0,20	0,18	0,20	0,18
<b>Bilan</b> (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	672 442	633 275	586 832	672 442	586 832
Solde net des prêts et acceptations	329 179	315 856	295 441	329 179	295 441
Dépôts	447 617	424 231	399 223	447 617	399 223
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	35 560	33 276	30 179	35 560	30 179
Ratio trésorerie et valeurs mobilières/total des actifs (%)	29,3	30,0	33,0	29,3	33,0
<b>Ratios des fonds propres</b> (%)					
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	10,4	10,2	9,6	10,4	9,6
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,7	11,4	11,4	11,7	11,4
Ratio du total des fonds propres	13,7	13,5	13,3	13,7	13,3
<b>Taux de change</b>					
Dollar CA/dollar US	1,3080	1,2064	1,0904	1,3080	1,0904
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,2671	1,2412	1,0807	1,2334	1,0877

1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 2 ci-dessous. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

### Mesures non conformes aux PCGR

### Tableau 2

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
<b>Résultats comptables</b>					
Revenus 1)	4 826	4 526	4 735	14 407	13 583
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	(218)	(24)	(520)	(989)	(1 205)
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 608	4 502	4 215	13 418	12 378
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(160)	(161)	(130)	(484)	(391)
Charges autres que d'intérêts	(2 971)	(3 112)	(2 756)	(9 089)	(8 034)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 477	1 229	1 329	3 845	3 953
Charge d'impôts sur le résultat	(285)	(230)	(203)	(654)	(690)
Bénéfice net	1 192	999	1 126	3 191	3 263
BPA (\$) )	1,80	1,49	1,67	4,75	4,85
<b>Éléments d'ajustement (avant impôts)</b>					
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(40)	(40)	(39)	(120)	(98)
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	(9)	(11)	(9)	(33)	(9)
Coûts de restructuration 4)	-	(149)	-	(149)	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(49)	(200)	(48)	(302)	(107)
<b>Éléments d'ajustement (après impôts)</b>					
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(32)	(31)	(29)	(94)	(72)
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	(6)	(10)	(7)	(26)	(7)
Coûts de restructuration 4)	-	(106)	-	(106)	-
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(38)	(147)	(36)	(226)	(79)
Incidence sur le BPA (\$) )	(0,06)	(0,22)	(0,06)	(0,35)	(0,12)
<b>Résultats ajustés</b>					
Revenus 1)	4 826	4 526	4 735	14 407	13 583
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	(218)	(24)	(520)	(989)	(1 205)
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 608	4 502	4 215	13 418	12 378
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(160)	(161)	(130)	(484)	(391)
Charges autres que d'intérêts	(2 922)	(2 912)	(2 708)	(8 787)	(7 927)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 526	1 429	1 377	4 147	4 060
Charge d'impôts sur le résultat	(296)	(283)	(215)	(730)	(718)
Bénéfice net ajusté	1 230	1 146	1 162	3 417	3 342
BPA (\$) )	1,86	1,71	1,73	5,10	4,97

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

- 1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.
- 2) Ces charges ont été imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 17, 19, 21 et 23.
- 3) Les coûts d'intégration des acquisitions associés à F&C ont été imputés à la Gestion de patrimoine et sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) Liés principalement à une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles et tiennent aussi compte du règlement d'une question juridique en cours associée à une entité acquise.

---

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2015 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, conditions, actions ou événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire, fiscale ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de capital, de taux d'intérêt et de liquidité, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de solvabilité, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. La section Gestion globale des risques qui figure aux pages 77 à 105 du Rapport de gestion annuel de 2014 donne plus d'informations sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs et risques clés sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section *Survivabilité* et perspectives économiques de notre Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2015.

---

## Survivabilité et perspectives économiques

L'économie canadienne s'est contractée dans la première moitié de l'année, en grande partie en raison du repli marqué des investissements dans les provinces productrices de pétrole que sont l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador. Dans les autres provinces et plus précisément en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, la croissance a été plus stable même si les exportations ont été freinées par la léthargie temporaire de l'économie américaine et par la stagnation continue de la demande à l'échelle mondiale. La croissance économique de la Chine devrait ralentir pour se situer à moins de 7 % cette année, et l'économie de la zone euro ne devrait connaître qu'une faible croissance en raison des restrictions imposées par les politiques budgétaires. Le renforcement de la demande aux États-Unis et un dollar canadien plus faible devraient favoriser le redressement des exportations canadiennes. Qui plus est, les ménages canadiens devraient stimuler l'expansion économique à la faveur d'une saine création d'emplois et de la faiblesse des taux d'intérêt. Bien que leur rythme de croissance ait ralenti en raison d'un niveau élevé d'endettement, les dépenses de consommation continuent d'augmenter, comme en témoignent les ventes records de véhicules automobiles. Les ventes d'habitations demeurent très importantes à Vancouver et à Toronto et, après avoir fléchi dans les régions productrices de pétrole plus tôt cette année, la demande commence à se stabiliser. La progression des prêts hypothécaires à l'habitation devrait se maintenir pour se situer à près de 5 % cette année et le crédit à la consommation devrait enregistrer une hausse de presque 3 %. Malgré le ralentissement du secteur de l'énergie, l'augmentation des prêts aux entreprises dépasse les 8 % depuis le début de l'année. Il faut cependant s'attendre à ce que ce taux diminue quelque peu en raison de la faiblesse des prix des ressources. Bien que la croissance du PIB devrait s'accélérer dans la seconde moitié de l'année, son taux annuel moyen devrait fléchir, passant de 2,4 % en 2014 à 1,2 % en 2015, avant de remonter à 2,1 % en 2016 grâce à la stabilisation des investissements par suite d'un certain redressement des prix du pétrole. Après avoir réduit les taux directeurs à deux reprises depuis le début de l'année, la Banque du Canada devrait maintenir des taux d'intérêt stables au fil de l'expansion économique avant d'adopter une politique de resserrement en 2017. On peut s'attendre à ce que le dollar canadien fléchisse quelque peu par suite de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, mais il devrait s'apprécier en 2016 grâce à la majoration des prix du pétrole.

L'économie américaine a vacillé en début d'année en grande partie en raison de facteurs ponctuels, dont un hiver très rigoureux, des problèmes d'expédition et la forte diminution des forages de puits de pétrole. Cependant, les facteurs économiques fondamentaux demeurent positifs et les activités devraient s'intensifier légèrement cette année. L'assainissement des finances des ménages, la faiblesse des taux d'intérêt et l'assouplissement des conditions de crédit devraient stimuler les dépenses de consommation ainsi que le marché du logement, donnant ainsi lieu à un raffermissement de la demande pour les prêts aux particuliers et les prêts hypothécaires à l'habitation. Malgré la hausse des prix des habitations, elles demeurent abordables et de nouveaux ménages se forment parmi les membres de la génération dite du millénaire. Les prêts aux entreprises devraient continuer de connaître une forte croissance puisque les coûts

d'emprunt sont peu élevés et qu'on assiste à un regain de confiance quant à l'expansion économique. Après plusieurs années de restrictions, les politiques budgétaires devraient soutenir la croissance, de nombreux États augmentant leurs dépenses et réduisant leurs impôts. Même si elles ont été freinées par la forte appréciation du dollar américain au cours de la dernière année, les exportations devraient s'accroître au fil de l'accroissement de la demande mondiale. Selon les prévisions, le taux de croissance du PIB passera d'environ 2,3 % en 2015 à 2,6 % en 2016. Puisque le taux de chômage devrait tomber sous la barre des 5 % plus tard cette année, la Réserve fédérale commencera sans doute à relever les taux directeurs, ce qu'elle n'a pas fait depuis près d'une décennie.

Le taux de croissance économique du Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains contigus dans lesquels BMO mène des activités, devrait être de 1,8 % en 2015 et de 2,1 % en 2016, ce qui résultera d'une plus grande production automobile, du redressement des marchés du logement et de politiques budgétaires qui, dans l'ensemble, seront expansionnistes, et ce, malgré les conséquences de la faiblesse des exportations.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

#### Autres mesures de la valeur

Pour la période de un an close le 31 juillet 2015, le rendement total des capitaux propres de BMO a été de -6,6 %. Pour les périodes de trois ans et de cinq ans closes le 31 juillet 2015, le rendement total des capitaux propres annuel moyen a été de 13,0 % et de 7,7 %, respectivement.

#### Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, du recouvrement de (de la dotation à la provision pour) pertes sur créances et des impôts sur le résultat sectoriels aux États-Unis de BMO qui sont libellés en dollars américains ont progressé en regard du deuxième trimestre de 2015 et du troisième trimestre de 2014 grâce à la plus-value du dollar américain. Le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 2 % par rapport au deuxième trimestre de 2015 et de 17 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Depuis le début du présent exercice, le cours moyen a dépassé de 13 % celui d'il y a un an. Le tableau 3 fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis.

D'un point de vue économique, une grande partie de nos flux de revenus en dollars américains n'était pas couverte contre les fluctuations des cours de change durant le trimestre. Nous avons couvert une partie du bénéfice net prévu pour les 12 prochains mois et libellé en dollars américains de BMO Marchés des capitaux. Ces couvertures sont comptabilisées à la valeur de marché, ce qui a donné lieu à une perte après impôts de 10 millions de dollars au troisième trimestre, laquelle a été inscrite par BMO Marchés des capitaux.

Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés de BMO

Tableau 3

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2015		Cumul 2015
	c. T3-2014	c. T2-2015	c. Cumul 2014
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,2671	1,2671	1,2334
Période antérieure	1,0807	1,2412	1,0877
<b>Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis</b>			
Augmentation des revenus nets d'intérêts	120	17	276
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	89	12	214
Augmentation des revenus	209	29	490
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(7)	(1)	(10)
Augmentation des charges	(163)	(23)	(388)
Augmentation des impôts sur le résultat	(8)	(1)	(16)
Augmentation du bénéfice net comptable avant l'incidence des couvertures	31	4	76
Pertes de couverture dans la période considérée, après impôts	(10)	(10)	(20)
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	21	(6)	56
<b>Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis</b>			
Augmentation des revenus nets d'intérêts	120	17	276
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	89	12	214
Augmentation des revenus	209	29	490
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(8)	(1)	(13)
Augmentation des charges	(159)	(22)	(373)
Augmentation des impôts sur le résultat	(8)	(1)	(19)
Augmentation du bénéfice net ajusté avant l'incidence des couvertures	34	5	85
Pertes de couverture dans la période considérée, après impôts	(10)	(10)	(20)
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	24	(5)	65

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## **Bénéfice net**

### **Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du troisième trimestre de 2014**

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 192 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, en hausse de 66 millions ou de 6 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Après ajustement, le bénéfice net a été de 1 230 millions, ayant progressé de 68 millions ou de 6 % en regard du trimestre correspondant de 2014. Le BPA a augmenté de 0,13 \$ ou de 8 % comparativement à il y a un an, s'établissant ainsi à 1,80 \$ avant ajustement et à 1,86 \$ après ajustement.

Les résultats ajustés et les éléments qui ont été exclus de leur calcul sont décrits en détail dans la section présentée précédemment qui traite des mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

Les résultats de PE Canada se sont améliorés grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits, à l'augmentation des revenus autres que d'intérêts et à une bonne performance au chapitre du crédit, ce qui a été atténué par l'accroissement des charges. Les résultats ajustés de la Gestion de patrimoine ont progressé de 10 %, ceux des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ayant augmenté de 8 % grâce à une saine croissance des actifs des clients et le bénéfice net des activités d'assurance s'étant accru en raison surtout de l'incidence des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme à l'exercice précédent. Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont diminué en raison de la hausse des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net ajusté de PE États-Unis reflète la stabilité des revenus, une saine gestion des charges et le recul des pertes sur créances. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont affaiblis en raison essentiellement de la diminution des recouvrements de prêts, partiellement contrebalancée par des charges inférieures à la tendance.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2015**

Le bénéfice net a augmenté de 193 millions de dollars ou de 19 %, une charge de 106 millions ayant été constatée au trimestre précédent en raison surtout d'une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles ainsi que de l'amélioration du rendement des secteurs d'activité au cours du trimestre considéré. Après ajustement, il a augmenté de 84 millions ou de 7 %. Le BPA s'est renforcé de 21 % ou de 0,31 \$ et, après ajustement, il a progressé de 8 % ou de 0,15 \$.

Le bénéfice net de PE Canada s'est amélioré grâce à une bonne croissance des revenus et à la diminution des pertes sur créances. La croissance des actifs des clients a donné lieu à une augmentation du bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est replié en regard du deuxième trimestre où il avait été fort élevé et avait reflété des avantages exceptionnels provenant des changements apportés à notre portefeuille de placements en vue de rehausser la gestion de l'actif et du passif ainsi que des fluctuations favorables des taux d'intérêt à long terme. Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont repliés en raison de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, de la perte sur une couverture du bénéfice net en dollars américains et de l'incidence d'un taux d'impôt plus élevé. Le bénéfice net ajusté de PE États-Unis s'est accru grâce aux répercussions qu'ont eues trois jours de plus au trimestre considéré. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont améliorés en raison surtout de charges exceptionnellement faibles et de l'augmentation des revenus liés à la trésorerie, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des recouvrements de prêts.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2015 et des neuf premiers mois de 2014**

Le bénéfice net s'est replié de 72 millions de dollars ou de 2 % pour s'établir à 3 191 millions. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 3 417 millions, en hausse de 75 millions ou de 2 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Le BPA a été de 4,75 \$, s'étant comprimé de 0,10 \$ ou de 2 % et, après ajustement, il s'est chiffré à 5,10 \$, en hausse de 0,13 \$ ou de 3 % par rapport à un an plus tôt. Après ajustement, le bénéfice net de la Gestion de patrimoine et celui des deux unités d'exploitation des Services bancaires PE ont augmenté. Le bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux et celui des Services d'entreprise ont reculé par rapport à la même période de 2014.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## **Revenus 1)**

### **Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du troisième trimestre de 2014**

Le total des revenus a augmenté de 91 millions de dollars ou de 2 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent et a atteint 4 826 millions. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus se sont accrus de 393 millions ou de 9 %, ce qui tient compte de l'incidence de 4 % qu'a eue l'appréciation du dollar américain. Les revenus de PE Canada ont augmenté grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts. Les revenus nets de la Gestion de patrimoine ont augmenté, les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'étant accrus de 12 % du fait de la hausse des revenus tirés des produits tarifés par suite d'une saine croissance des actifs des clients et de l'incidence de la plus-value du dollar américain. Les revenus nets d'assurance ont progressé de 30 %, ce qui vient surtout des répercussions des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme à l'exercice précédent. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont légèrement augmenté grâce à l'appréciation du dollar américain. Exprimés en dollars américains, les revenus de PE États-Unis ont été comparables à ceux d'il y a un an puisque l'augmentation des volumes des prêts et des dépôts et la hausse des revenus tirés du financement hypothécaire et des commissions sur les prêts aux entreprises ont été annulés par le recul de la marge nette d'intérêts. Les revenus des Services d'entreprise se sont renforcés en raison surtout d'un ajustement sur une base des groupes moins élevé et de l'accroissement des revenus liés à la trésorerie.

À 2 272 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont dépassé de 165 millions ou de 8 % ceux du troisième trimestre de 2014, ce qui reflète principalement l'incidence de la plus-value du dollar américain et l'élargissement des volumes. Ces facteurs ont été atténués par le repli de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est comprimée de 3 points de base, se situant ainsi à

1,55 %. L'actif productif moyen s'est accru de 52,1 milliards de dollars ou de 10 % pour atteindre 580,8 milliards, ce qui tient compte d'une hausse de 37,5 milliards résultant de l'appréciation du dollar américain.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a affiché une hausse de 228 millions de dollars ou de 11 % et a été de 2 336 millions. Si ce n'est des commissions de prise ferme et de consultation, des commissions et droits sur titres ainsi que des frais de services de cartes, des augmentations ont été enregistrées dans toutes les catégories de revenus autres que d'intérêts.

Le montant brut des revenus d'assurance a diminué de 272 millions de dollars en regard d'il y a un an, quand les taux d'intérêt à long terme plus bas avaient eu pour effet d'augmenter la juste valeur des placements d'assurance. Le recul des revenus d'assurance a été plus qu'annulé par une baisse de 302 millions des SCVPI.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2015**

Le total des revenus a augmenté de 300 millions de dollars ou de 7 % par rapport au deuxième trimestre. Le montant net des revenus s'est accru de 106 millions ou de 2 %, ce qui englobe l'incidence, d'un montant de 8 millions, de l'appréciation du dollar américain. Les revenus de PE Canada ont progressé grâce aux répercussions qu'ont eues les trois jours supplémentaires du trimestre à l'étude ainsi qu'à l'augmentation des revenus autres que d'intérêts et des soldes. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont accrus grâce au montant plus élevé des revenus tirés des produits tarifés par suite de l'accroissement des actifs des clients. Le montant net des revenus d'assurance a diminué en raison des répercussions des avantages résultant des changements apportés à notre portefeuille de placements afin d'améliorer la gestion de l'actif et du passif et des fluctuations favorables des taux d'intérêt à long terme au trimestre précédent. En ce qui concerne BMO Marchés des capitaux, ses revenus ont légèrement baissé. L'amélioration des revenus du secteur Banque d'affaires et services aux sociétés a été plus qu'annulée par le recul des revenus de négociation et du montant net des profits sur titres ainsi que par la perte sur la couverture de son bénéfice net en dollars américains. Les revenus de PE États-Unis ont augmenté grâce à l'incidence des trois jours supplémentaires. Les revenus des Services d'entreprise ont affiché une hausse en raison surtout de l'accroissement des revenus liés à la trésorerie.

Les revenus nets d'intérêts du trimestre écoulé ont été de 160 millions ou de 8 % supérieurs à ceux du trimestre précédent, ce qui reflète principalement les répercussions qu'ont eues trois jours de plus, l'élargissement de la marge nette d'intérêts et la croissance des volumes. La marge nette d'intérêts de BMO s'est améliorée de 4 points de base en regard du deuxième trimestre et exclusion faite des activités de négociation, elle s'est élargie de 3 points de base. Par rapport au trimestre précédent, l'actif productif moyen s'est accru de 8,8 milliards de dollars ou de 2 %, ce qui tient compte d'une hausse de 5,2 milliards imputable à l'appréciation du dollar américain.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts s'est replié de 54 millions de dollars ou de 2 % en raison de la diminution des revenus d'assurance et de négociation ainsi que des profits sur titres.

Le montant brut des revenus d'assurance s'est renforcé de 132 millions de dollars en regard du trimestre précédent, quand les taux d'intérêt à long terme plus élevés avaient eu pour effet de diminuer la juste valeur des placements d'assurance. L'augmentation des revenus d'assurance a été plus qu'annulée par une hausse de 194 millions des SCVPI.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2015 et des neuf premiers mois de 2014**

Les revenus des neuf premiers mois de 2015 ont augmenté de 824 millions de dollars ou de 6 %, pour se situer à un total de 14 407 millions. Les revenus nets ont affiché une hausse de 1 040 millions ou de 8 %, ce qui tient compte de l'incidence de 3 % qu'a eue le renforcement du dollar américain.

À 6 603 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 320 millions ou de 5 % en raison principalement de la croissance des volumes puisque l'incidence du raffermissement du dollar américain a été neutralisée en grande partie par le repli de la marge nette d'intérêts et par le recul des revenus tirés du portefeuille de prêts productifs qui a été acquis. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 6 points de base pour se situer à 1,54 %. L'actif productif moyen s'est accru de 48,4 milliards de dollars ou de 9 % pour atteindre 573,4 milliards et, de ce montant, une tranche de 29,1 milliards est imputable à l'appréciation du dollar américain.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a progressé de 720 millions de dollars ou de 12 % au cours de la période de neuf mois à l'étude et a atteint 6 815 millions. Les revenus tirés des fonds d'investissement et les commissions de gestion de placements et de garde de titres ont enregistré de fortes hausses en raison notamment de l'inclusion des résultats de F&C pour deux trimestres de plus qu'il y a un an.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment des détails sur les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts.

1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés. Les revenus d'assurance peuvent être volatils en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs actuariels sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

**Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) 1)****Tableau 4**

(en points de base)	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
PE Canada	261	261	260	260	261
PE États-Unis	345	346	362	345	367
Services bancaires Particuliers et entreprises	287	286	287	286	289
Gestion de patrimoine	271	260	262	270	266
BMO Marchés des capitaux	51	48	58	55	55
Services d'entreprise, y compris T&O 2)	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO	155	151	158	154	160
Total de la marge nette d'intérêts de BMO (compte non tenu des activités de négociation)	188	185	196	188	198
Total de la marge des services de détail au Canada 3)	257	256	257	256	252

1) La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

2) Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts. (n. s. - non significatif)

3) Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des unités canadiennes de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

**Dotations à la provision pour pertes sur créances****Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du troisième trimestre de 2014**

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 160 millions de dollars, ce qui représente 30 millions de plus qu'à la même période un an plus tôt et a résulté essentiellement du repli des recouvrements de prêts des Services d'entreprise ainsi que de la hausse de la dotation de BMO Marchés des capitaux. Ce facteur a été annulé en partie par la baisse des dotations des unités d'exploitation des Services bancaires PE. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette au cours du trimestre.

La dotation de PE Canada a diminué de 20 millions de dollars, pour se situer à 109 millions, en raison de la diminution des dotations relatives au portefeuille de prêts aux particuliers et de la hausse des recouvrements dans ce portefeuille, ce qui est notamment imputable à un profit à la vente de comptes sortis du bilan. La dotation à la provision de PE États-Unis, d'un montant de 19 millions, a diminué de 38 millions en raison surtout de la baisse des dotations et de l'accroissement des recouvrements dans le portefeuille de prêts aux entreprises. La dotation de la Gestion de patrimoine s'est accrue de 6 millions en raison surtout du fait que les recouvrements avaient été plus élevés un an auparavant. La dotation de BMO Marchés des capitaux s'est établie à 14 millions, ayant augmenté de 20 millions par suite de la hausse des dotations, alors que des recouvrements nets avaient été constatés un an plus tôt. La dotation des Services d'entreprise s'est chiffrée à 15 millions, ce qui signale une hausse de 62 millions causée par la diminution des recouvrements de prêts.

**Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2015**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a été comparable à celui du trimestre précédent. La dotation de PE Canada s'est comprimée de 34 millions de dollars principalement en raison de la baisse des dotations relatives au portefeuille de prêts aux particuliers et de la hausse des recouvrements dans ce portefeuille, ce qui inclut un profit à la vente de comptes sortis du bilan. Les dotations liées à ce même portefeuille avaient été plus élevées au trimestre précédent. Les dotations de PE États-Unis et de la Gestion de patrimoine ont été relativement stables en regard du deuxième trimestre. La dotation de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 9 millions et celle des Services d'entreprise s'est accrue de 21 millions en raison de la baisse des recouvrements de prêts, ce qui a été atténué par le fait que les remboursements de prêts couverts par FDIC avaient été moins élevés au trimestre précédent.

**Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation****Tableau 5**

(en millions de dollars canadiens)	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
PE Canada	109	143	129	384	399
PE États-Unis	19	18	57	77	130
Services bancaires Particuliers et entreprises	128	161	186	461	529
Gestion de patrimoine	3	1	(3)	6	(2)
BMO Marchés des capitaux	14	5	(6)	28	(11)
Services d'entreprise, y compris T&O	15	(6)	(47)	(11)	(125)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	160	161	130	484	391

**Variations de la dotation à la provision pour pertes sur créances****Tableau 6**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Nouvelles dotations à la provision spécifique	323	318	395	948	1 101
Reprises sur les provisions déjà établies	(49)	(62)	(83)	(153)	(178)
Recouvrements de prêts déjà sortis du bilan	(114)	(95)	(182)	(311)	(532)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	160	161	130	484	391
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,20	0,20	0,18	0,20	0,18

## Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 165 millions de dollars à la fin du trimestre considéré, comparativement à 2 047 millions au deuxième trimestre de 2015 et à 1 975 millions il y a un an, ce qui tient essentiellement à l'incidence de la plus-value du dollar américain.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau 7 ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 559 millions de dollars, contre 454 millions au deuxième trimestre de 2015 et 457 millions un an plus tôt, ce qui est principalement attribuable à l'accroissement des nouveaux prêts douteux dans le secteur pétrolier et gazier.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
SBPD à l'ouverture de la période	<b>2 047</b>	2 195	2 325	<b>2 048</b>	2 544
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	<b>559</b>	454	457	<b>1 437</b>	1 608
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	<b>(153)</b>	(153)	(142)	<b>(421)</b>	(540)
Remboursements, montant net	<b>(213)</b>	(177)	(269)	<b>(533)</b>	(900)
Montants sortis du bilan	<b>(175)</b>	(178)	(235)	<b>(526)</b>	(587)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	<b>(8)</b>	(22)	(155)	<b>(43)</b>	(220)
Fluctuations des cours de change et autres variations	<b>108</b>	(72)	(6)	<b>203</b>	70
SBPD à la clôture de la période	<b>2 165</b>	2 047	1 975	<b>2 165</b>	1 975
SBPD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	<b>0,66</b>	0,65	0,67	<b>0,66</b>	0,67

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Pour de plus amples renseignements sur nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci, voir la section intitulée Gestion des risques.

## Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 218 millions de dollars, affichant ainsi une baisse de 302 millions en regard du troisième trimestre de 2014, quand les taux d'intérêt à long terme plus bas avaient eu pour effet d'augmenter la juste valeur des placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités. Les SCVPI se sont accrus de 194 millions en comparaison de ceux du deuxième trimestre de 2015, au cours duquel les taux d'intérêt à long terme plus élevés avaient eu pour effet de diminuer la juste valeur des placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités et des avantages plus importants générés par les changements apportés au portefeuille de placements en vue d'améliorer la gestion de l'actif et du passif avaient été enregistrés. Les variations enregistrées par rapport aux deux périodes ont été atténuées en grande partie par les revenus.

## Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 215 millions de dollars ou de 8 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 2 971 millions. Après ajustement, les charges autres que d'intérêts se sont situées à 2 922 millions, ce qui signale une hausse de 214 millions ou de 8 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 55 millions ou de 2 %.

En comparaison de celles du deuxième trimestre, les charges autres que d'intérêts comptables se sont contractées de 141 millions de dollars ou de 4 % en raison d'une charge de 149 millions essentiellement associée à une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles. Après ajustement, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 10 millions. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées ont été gérées avec soin et ont baissé de 12 millions, et ce, même si les trois jours de plus du trimestre à l'étude les ont augmentées.

D'après les revenus nets, le levier d'exploitation ajusté a été de 1,4 % d'un exercice à l'autre et, d'un trimestre à l'autre, il s'est situé à 2,0 %. Selon les revenus nets et compte non tenu de l'incidence du renforcement du dollar américain, le levier d'exploitation ajusté a été de 2,7 % d'un exercice à l'autre et s'est établi à 2,5 % d'un trimestre à l'autre.

Selon les revenus nets, le ratio d'efficacité ajusté a été de 63,4 % au troisième trimestre de 2015, contre 64,7 % au trimestre précédent.

Pour les neuf premiers mois de 2015, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 1 055 millions de dollars ou de 13 % et ont atteint 9 089 millions. Après ajustement, elles se sont établies à 8 787 millions, ce qui signale une hausse de 860 millions ou de 11 %. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 487 millions ou de 6 % en raison de l'inclusion des résultats de F&C pour deux trimestres de plus qu'il y a un an ainsi que de l'augmentation des frais liés au personnel et des coûts technologiques et de soutien en lien avec l'évolution du cadre commercial et réglementaire.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### **Impôts sur le résultat**

La charge d'impôts sur le résultat a augmenté de 82 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2014 et de 55 millions en regard du deuxième trimestre de 2015, pour s'établir à 285 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 19,3 % pour le trimestre à l'étude, contre 15,3 % il y a un an et 18,8 % au deuxième trimestre de 2015.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 296 millions de dollars, soit respectivement 81 millions et 13 millions de plus qu'il y a un an et qu'au trimestre précédent. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 19,4 % pour le trimestre écoulé, contre 15,6 % à la même période de 2014 et 19,8 % au deuxième trimestre de 2015. La hausse du taux d'impôt ajusté en regard du troisième trimestre de 2014 a découlé essentiellement de la diminution du bénéfice exonéré d'impôt. Selon une bic, le taux d'impôt effectif ajusté a été de 25,0 %, contre 24,0 % à la même période de 2014 et 25,0 % au deuxième trimestre de 2015.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Gestion du capital

### Analyse des fonds propres réglementaires du troisième trimestre de 2015

Le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 de BMO selon Bâle III s'établissait à 10,4 % au 31 juillet 2015.

Ce ratio a augmenté d'environ 20 points de base comparativement à celui de 10,2 % enregistré à la fin du deuxième trimestre, ce qui a découlé de la hausse des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques. Ce ratio s'est accru de quelque 30 points de base par rapport au 31 octobre 2014, surtout parce que les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 ont augmenté, facteur atténué par l'accroissement des actifs pondérés en fonction des risques. Tel qu'il est indiqué ci-dessous, les répercussions qu'ont eues sur ce ratio les fluctuations des cours de change étaient en grande partie couvertes.

Au 31 juillet 2015, les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 se situaient à 25,0 milliards de dollars, ayant augmenté de 1,4 milliard comparativement au 30 avril 2015, ce qui a découlé principalement de la hausse des résultats non distribués et des répercussions de la plus-value du dollar américain sur le cumul des autres éléments du résultat global. Ces facteurs ont été atténués par les rachats d'actions effectués durant le trimestre. Les fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 ont affiché une hausse de 2,6 milliards comparativement au 31 octobre 2014, en raison essentiellement d'une augmentation du cumul des autres éléments du résultat global imputable à la plus-value du dollar américain et de la hausse des résultats non distribués, ce qui a été annulé en partie par les rachats d'actions.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 240 milliards de dollars au 31 juillet 2015, comparativement à 231 milliards au 30 avril 2015, ce qui est en grande partie imputable aux fluctuations des cours de change, à l'essor des activités et à la hausse des actifs pondérés en fonction du risque de marché, ce qui a été neutralisé en partie par les changements apportés à la méthode de calcul et les variations de la qualité des portefeuilles. Comparativement au 31 octobre 2014, les actifs pondérés en fonction des risques se sont accrus de 18 milliards en raison surtout des fluctuations des cours de change, de l'essor des activités et de la hausse des actifs pondérés en fonction du risque de marché, ce qui a été atténué par les changements apportés à la méthode de calcul et les variations de la qualité des portefeuilles.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et celui du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 11,7 % et à 13,7 % au 31 juillet 2015, contre respectivement 11,4 % et 13,5 % au 30 avril 2015. Au 31 juillet 2015, les ratios étaient plus élevés qu'au 30 avril 2015, ce qui est essentiellement imputable aux mêmes facteurs que ceux qui ont influé sur le ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, tel qu'il est décrit ci-dessus, ainsi qu'à l'émission d'actions privilégiées. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque étaient respectivement de 12,0 % et de 14,3 % au 31 octobre 2014. Les ratios au 31 juillet 2015 étaient inférieurs à ceux au 31 octobre 2014 surtout en raison du rachat de titres de fiducie de capital et d'actions privilégiées.

Au 31 juillet 2015, le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 3,9 %, ce qui signale une hausse d'environ 10 points de base par rapport au 30 avril 2015. Cette hausse a découlé surtout de l'augmentation des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 et des émissions de 350 millions de dollars d'actions privilégiées, ce qui a été atténué par l'accroissement des montants exposés à l'effet de levier.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. La conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions du capital libellés en dollars américains peut également avoir pour effet de faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut conclure des contrats de couverture pour réduire l'incidence des fluctuations des cours de change sur ses ratios des fonds propres. Toute activité de cette nature peut également influencer sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Des informations sur la gestion globale du capital et sur le risque de liquidité et de financement, dont les exigences réglementaires qui influent sur les fonds propres et la liquidité, sont présentées aux pages 64 à 69 et 95 à 100 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

### Faits nouveaux en matière de réglementation

En août 2014, le ministère des Finances du Canada a publié un document de consultation portant sur un régime canadien de résolution des défaillances qui s'appliquerait aux banques canadiennes d'importance systémique nationale et dans lequel il a proposé d'autoriser, à la discrétion des organismes de réglementation, la conversion de la totalité ou d'une partie des titres d'emprunt à long terme de premier rang admissibles en actions ordinaires d'une banque et d'instaurer une exigence en matière de capacité supérieure d'absorption (CSA) des pertes représentant entre 17 % et 23 % des actifs pondérés en fonction des risques, exigence qui sera comblée par les fonds propres réglementaires et les titres d'emprunt à long terme admissibles. Le document prévoit également que le nouveau régime ne s'appliquerait qu'aux nouveaux éléments de passif qui ont été émis, créés ou renégociés après une date de mise en œuvre déterminée par le gouvernement. Dans le budget qu'il a déposé le 21 avril 2015, le gouvernement a donné plus de détails sur le régime canadien de recapitalisation, signifiant qu'il s'appliquerait à des titres d'emprunt à long terme de premier rang non garantis, négociables et transférables d'une durée initiale de 400 jours ou plus et que tous les titres visés par la recapitalisation seraient convertibles en actions ordinaires. Le gouvernement n'a pas précisé le calendrier prévu de mise en place du régime, les montants en cause ni le délai de transition dont disposeront les banques pour se conformer au nouveau ratio cible de CSA.

Dans un effort pour favoriser la comparabilité des exigences concernant les fonds propres et assurer que le système bancaire en comprend des niveaux minimums, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) envisage une approche standard de mesure des risques de crédit et du marché et du risque opérationnel, dont une revue exhaustive des règlements sur les portefeuilles de négociation et l'établissement de nouveaux planchers de fonds propres fondés sur de nouvelles approches standards. En outre, le CBCB a récemment publié un autre document de consultation portant sur le montant approprié de fonds propres devant être détenu en lien avec le risque de

taux d'intérêt associé au portefeuille bancaire. S'ils sont mis en œuvre, ces changements ainsi que certaines modifications aux règles comptables futures pourraient donner lieu à une augmentation des fonds propres que nous sommes tenus de détenir.

#### Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, nous avons racheté 2 millions d'actions ordinaires dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un total de 8 millions d'actions depuis le début de l'exercice. Les dates et les montants des rachats effectués en vertu de l'offre sont à la discrétion de la direction qui les détermine en fonction de divers facteurs comme la conjoncture de marché et l'adéquation des fonds propres. La Banque consultera régulièrement le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) avant d'effectuer des rachats en vertu de cette offre.

Au cours du trimestre, 62 000 actions ordinaires ont été émises par suite de l'exercice d'options sur actions.

Le 5 juin 2015, nous avons réalisé un placement d'actions privilégiées de catégorie B, série 33, à taux rajusté tous les 5 ans et à dividende non cumulatif. Nous avons émis 8 millions d'actions, ce qui nous a valu un produit de 200 millions de dollars.

Le 29 juillet 2015, nous avons mené à terme une émission d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B, série 35, à dividende non cumulatif. Nous avons émis 6 millions d'actions, ce qui a généré un produit de 150 millions de dollars.

Le 25 août 2015, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,82 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, ce qui est identique à celui du trimestre précédent, mais dépasse de 0,04 \$ par action ou de 5 % celui d'il y a un an.

Le dividende doit être versé le 26 novembre 2015 aux actionnaires inscrits le 2 novembre 2015. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de la Banque, conformément à son régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

#### Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques (« tout compris » 1))

Tableau 8

(en millions de dollars canadiens)	T3-2015	T2-2015	T4-2014
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 2)	35 560	33 276	31 273
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(10 558)	(9 636)	(8 852)
<b>Fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1</b>	<b>25 002</b>	<b>23 640</b>	<b>22 421</b>
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 3)	3 546	3 197	4 539
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(358)	(358)	(358)
<b>Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires</b>	<b>3 188</b>	<b>2 839</b>	<b>4 181</b>
<b>Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1 et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)</b>	<b>28 190</b>	<b>26 479</b>	<b>26 602</b>
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 4)	4 928	4 892	5 375
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(50)	(50)	(50)
<b>Fonds propres de catégorie 2</b>	<b>4 878</b>	<b>4 842</b>	<b>5 325</b>
<b>Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)</b>	<b>33 068</b>	<b>31 321</b>	<b>31 927</b>
<b>Actifs pondérés en fonction des risques 5)</b>			
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	239 934	231 243	222 092
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	240 265	231 584	222 428
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	240 549	231 876	222 931
<b>Ratios des fonds propres (%)</b>			
Ratio des fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1	10,4	10,2	10,1
Ratio des fonds propres de catégorie 1	11,7	11,4	12,0
Ratio du total des fonds propres	13,7	13,5	14,3

1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

2) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

3) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.

4) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.

5) En raison de l'intégration graduelle de l'ajustement d'évaluation du crédit, laquelle a débuté au premier trimestre de 2014, les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires de catégorie 1, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été 64 %, 71 % et 77 %, respectivement, aux troisième et deuxième trimestres de 2015 (57 %, 65 % et 77 %, respectivement, au quatrième trimestre de 2014), ce qui a donné lieu à des mesures différentes des actifs pondérés en fonction des risques pour chacune de ces trois catégories de fonds propres réglementaires.

Au 19 août 2015	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
<b>Actions ordinaires</b>	642
<b>Actions privilégiées de catégorie B</b>	
Série 14	250 \$
Série 15	250 \$
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 25	290 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 35	150 \$
<b>Billets à moyen terme</b>	
Série H 1)	1 000 \$
<b>Options sur actions</b>	
- droits acquis	7,5
- droits non acquis	5,2

1) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 1 sont présentés à la note 17 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 158 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

La note 11 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 20 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 161 du Rapport annuel pour 2014 de BMO, traitent en détail du capital social.

### Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

### Analyse des résultats des groupes d'exploitation

#### Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2015.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges sont mises à jour afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Les résultats des Services d'entreprise reflètent certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis, dont la constatation d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts sur la durée des prêts acquis ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances et les recouvrements de pertes sur créances du portefeuille acquis. Les coûts de restructuration sont également pris en compte dans les Services d'entreprise.

Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au troisième trimestre de 2015, les ajustements sur une bic ont totalisé 114 millions de dollars, contre 100 millions au deuxième trimestre de 2015 et 154 millions au troisième trimestre de 2014.

**Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)**
**Tableau 10**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Revenus nets d'intérêts (bic)	1 974	1 878	1 836	5 750	5 401
Revenus autres que d'intérêts	643	605	589	1 837	1 699
Total des revenus (bic)	2 617	2 483	2 425	7 587	7 100
Dotation à la provision pour pertes sur créances	128	161	186	461	529
Charges autres que d'intérêts	1 450	1 391	1 318	4 236	3 911
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 039	931	921	2 890	2 660
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	261	239	235	726	685
Bénéfice net comptable	778	692	686	2 164	1 975
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	14	14	14	42	42
Bénéfice net ajusté	792	706	700	2 206	2 017
Hausse du bénéfice net (%)	13,3	8,6	7,5	9,6	7,3
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	13,1	8,4	7,2	9,4	7,0
Hausse des revenus (%)	7,9	6,8	5,9	6,9	5,4
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	10,1	8,6	4,2	8,3	5,0
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	10,2	8,8	4,5	8,5	5,3
Rendement des capitaux propres (%)	16,7	15,6	17,2	16,0	16,6
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	17,0	15,9	17,5	16,3	17,0
Levier d'exploitation (%) (bic)	(2,2)	(1,8)	1,7	(1,4)	0,4
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	(2,3)	(2,0)	1,4	(1,6)	0,1
Ratio d'efficience (%) (bic)	55,4	56,0	54,3	55,8	55,1
Ratio d'efficience ajusté (%) (bic)	54,7	55,3	53,6	55,1	54,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,87	2,86	2,87	2,86	2,89
Actif productif moyen	273 060	268 950	253 369	269 141	249 740
Solde moyen des prêts et acceptations courants	269 341	265 165	249 512	265 211	246 350
Solde moyen des dépôts	210 886	207 511	190 329	207 741	188 328

1) Les montants avant impôts de 17 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, de 18 millions au deuxième trimestre de 2015 et au troisième trimestre de 2014, de 53 millions pour les neuf premiers mois de 2015 et de 56 millions pour les neuf premiers mois de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net global des Services bancaires PE s'est situé à 778 millions de dollars et, après ajustement, il a atteint 792 millions, ce qui, dans les deux cas, représente une hausse de 92 millions ou de 13 % sur un an. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

**Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)**
**Tableau 11**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Revenus nets d'intérêts	1 255	1 194	1 210	3 666	3 558
Revenus autres que d'intérêts	443	411	428	1 265	1 196
Total des revenus	1 698	1 605	1 638	4 931	4 754
Dotation à la provision pour pertes sur créances	109	143	129	384	399
Charges autres que d'intérêts	845	813	808	2 493	2 363
Bénéfice avant impôts sur le résultat	744	649	701	2 054	1 992
Charge d'impôts sur le résultat	188	163	176	510	502
Bénéfice net comptable	556	486	525	1 544	1 490
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	1	1	1	3	3
Bénéfice net ajusté	557	487	526	1 547	1 493
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 121	1 071	1 072	3 270	3 141
Revenus des services bancaires aux entreprises	577	534	566	1 661	1 613
Hausse du bénéfice net (%)	5,8	1,3	8,1	3,6	10,0
Hausse des revenus (%)	3,7	4,4	6,2	3,7	6,2
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	4,8	6,2	4,2	5,5	3,5
Levier d'exploitation (%)	(1,1)	(1,8)	2,0	(1,8)	2,7
Ratio d'efficience (%)	49,8	50,6	49,3	50,6	49,7
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,61	2,61	2,60	2,60	2,61
Actif productif moyen	190 409	187 778	184 706	188 465	182 563
Solde moyen des prêts et acceptations courants	195 288	192 510	189 069	193 188	186 899
Solde moyen des dépôts	132 950	131 213	125 698	131 875	123 709

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars au troisième trimestre de 2015, au deuxième trimestre de 2015 et au troisième trimestre de 2014 et de 3 millions pour les neuf premiers mois de 2015 et pour les neuf premiers mois de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du troisième trimestre de 2014**

Le bénéfice net de PE Canada, soit 556 millions de dollars, s'est accru de 31 millions ou de 6 % sur un an. Les revenus se sont améliorés de 60 millions ou de 4 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts. La marge nette d'intérêts a été de 2,61 %, s'étant élargie de 1 point de base.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 49 millions de dollars du fait des répercussions de la progression des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises se sont accrus de 11 millions de dollars, ce qui témoigne surtout de l'incidence de la croissance des soldes de la plupart des produits.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 20 millions de dollars, s'établissant à 109 millions, en raison de la baisse des dotations relatives au portefeuille de prêts aux particuliers et de l'augmentation des recouvrements dans ce portefeuille, ce qui a notamment résulté d'un profit à la vente de comptes sortis du bilan. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 37 millions ou de 5 % par suite des investissements continus dans les activités.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 6,2 milliards de dollars ou de 3 % par rapport à un an plus tôt. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, a augmenté de 2 % et celui des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 7 %. Les dépôts ont progressé de 7,3 milliards ou de 6 % sur un an. Les soldes des dépôts des particuliers ont augmenté de 5 % en raison surtout de la croissance des comptes de chèques et des dépôts à terme, et les soldes des dépôts des entreprises se sont renforcés de 8 %.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2015**

Le bénéfice net a progressé de 70 millions de dollars en regard du trimestre précédent grâce à une bonne croissance des revenus et à la diminution des pertes sur créances. Les revenus ont augmenté de 93 millions ou de 6 % étant donné que le trimestre à l'étude a compté trois jours de plus et que les revenus autres que d'intérêts et les soldes se sont accrus. La marge nette d'intérêts a été de 2,61 %, ce qui est identique à celle du trimestre précédent.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus se sont renforcés de 50 millions de dollars en raison surtout des trois jours supplémentaires ainsi que de la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts. Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises se sont accrus de 43 millions en raison principalement de la hausse des revenus autres que d'intérêts, des trois jours de plus et de l'augmentation des soldes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 34 millions de dollars en regard du trimestre précédent en raison surtout de la baisse des dotations relatives au portefeuille de prêts aux particuliers et de l'augmentation des recouvrements dans ce portefeuille, ce qui a notamment résulté d'un profit à la vente de comptes sortis du bilan, alors qu'au trimestre précédent, la dotation liée à ce portefeuille avait augmenté. Les charges autres que d'intérêts ont accusé une hausse de 32 millions de dollars ou de 4 %, ce qui rend compte des investissements continus dans les activités ainsi que de l'incidence des trois jours additionnels.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 2,8 milliards de dollars ou de 1 % par rapport au trimestre précédent et les dépôts se sont accrus de 1,7 milliard ou de 1 %.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2015 et des neuf premiers mois de 2014**

Le bénéfice net s'est accru de 54 millions de dollars ou de 4 % au cours des neuf premiers mois de 2015. Les revenus se sont améliorés de 177 millions ou de 4 % surtout grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a baissé de 15 millions de dollars en raison essentiellement de la diminution des dotations relatives au portefeuille de prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 130 millions ou de 5 %.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 6,3 milliards de dollars ou de 3 %, et les dépôts ont progressé de 8,2 milliards ou de 7 %.

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Revenus nets d'intérêts (bic)	568	551	579	1 690	1 694
Revenus autres que d'intérêts	159	156	149	464	462
Total des revenus (bic)	727	707	728	2 154	2 156
Dotation à la provision pour pertes sur créances	15	14	52	62	120
Charges autres que d'intérêts	478	466	473	1 414	1 423
Bénéfice avant impôts sur le résultat	234	227	203	678	613
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	59	61	53	176	167
Bénéfice net comptable	175	166	150	502	446
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	11	10	12	32	36
Bénéfice net ajusté	186	176	162	534	482
Hausse du bénéfice net (%)	17,2	16,5	1,6	12,6	(7,0)
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	15,3	14,4	0,7	10,9	(7,5)
Hausse des revenus (%)	(0,5)	(0,8)	1,2	(0,2)	(3,0)
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	1,1	(0,2)	0,1	(0,6)	0,4
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	1,7	0,4	0,9	-	1,2
Lever d'exploitation (%) (bic)	(1,6)	(0,6)	1,1	0,4	(3,4)
Lever d'exploitation ajusté (%) (bic)	(2,2)	(1,2)	0,3	(0,2)	(4,2)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	65,8	65,9	64,8	65,6	66,0
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	63,9	63,9	62,6	63,7	63,6
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,45	3,46	3,62	3,45	3,67
Actif productif moyen	65 229	65 403	63 538	65 413	61 753
Solde moyen des prêts et acceptations courants	58 442	58 540	55 931	58 387	54 650
Solde moyen des dépôts	61 494	61 474	59 806	61 506	59 412
(équivalents en millions de dollars canadiens)					
Revenus nets d'intérêts (bic)	719	684	626	2 084	1 843
Revenus autres que d'intérêts	200	194	161	572	503
Total des revenus (bic)	919	878	787	2 656	2 346
Dotation à la provision pour pertes sur créances	19	18	57	77	130
Charges autres que d'intérêts	605	578	510	1 743	1 548
Bénéfice avant impôts sur le résultat	295	282	220	836	668
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	73	76	59	216	183
Bénéfice net comptable	222	206	161	620	485
Bénéfice net ajusté	235	219	174	659	524
Hausse du bénéfice net (%)	38,0	30,9	5,7	27,8	(0,2)
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	35,6	28,6	4,8	25,8	(0,8)
Hausse des revenus (%)	16,7	11,6	5,3	13,2	3,8
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	18,5	12,3	4,1	12,6	7,4
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	19,2	12,9	4,9	13,3	8,2
Actif productif moyen	82 651	81 172	68 663	80 676	67 177
Solde moyen des prêts et acceptations courants	74 053	72 655	60 443	72 023	59 451
Solde moyen des dépôts	77 936	76 298	64 631	75 866	64 619

1) Les montants avant impôts de 14 millions de dollars au troisième trimestre de 2015 et au deuxième trimestre de 2015, de 17 millions au troisième trimestre de 2014, de 42 millions pour les neuf premiers mois de 2015 et de 51 millions pour les neuf premiers mois de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du troisième trimestre de 2014

Le bénéfice net a atteint 222 millions de dollars, ayant augmenté de 61 millions ou de 38 %. Après ajustement, il s'est situé à 235 millions, ce qui représente une hausse de 61 millions ou de 36 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est établi à 175 millions de dollars, dépassant ainsi de 25 millions ou de 17 % celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 186 millions, ayant progressé de 24 millions ou de 15 %, ce qui reflète la stabilité des revenus, une bonne gestion des charges et la diminution des pertes sur créances.

Les revenus se sont chiffrés à 727 millions de dollars, ce qui se rapproche de ceux d'il y a un an puisque l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts, des revenus tirés du financement hypothécaire et des commissions sur les prêts aux entreprises a été annulée par le recul de la marge nette d'intérêts. Celle-ci s'est comprimée de 17 points de base pour s'établir à 3,45 % en raison surtout de la diminution des marges sur les prêts qu'ont causée la concurrence exercée par les taux et des changements dans la composition des produits, incluant le fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 15 millions de dollars, ayant baissé de 37 millions en raison surtout de la diminution de celle relative au portefeuille de prêts aux entreprises et de l'augmentation des recouvrements dans ce portefeuille. Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 478 millions, ayant augmenté de 5 millions ou de 1 %. Après ajustement, ces charges ont été de 464 millions, ce qui signale une hausse de 8 millions ou de 2 % qui provient essentiellement de l'augmentation des frais liés au personnel et reflète le fait qu'elles sont gérées avec rigueur.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 2,5 milliards de dollars ou de 4 % sur un an, pour s'établir à 58,4 milliards. Les prêts aux entreprises ont enregistré une bonne croissance, les prêts aux entreprises et prêts industriels de base ayant progressé de 3,9 milliards ou de 14 %, et les prêts aux entreprises de base garantis par des biens immobiliers ayant augmenté de 0,5 milliard ou de 14 %.

À 61,5 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts s'est renforcé de 1,7 milliard ou de 3 % en regard de la même période un an plus tôt. L'accroissement des volumes des comptes de chèques des entreprises et des particuliers a été atténué par la baisse des soldes des comptes du marché monétaire et des dépôts à terme, dépôts dont les taux sont plus élevés.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2015**

Le bénéfice net, avant et après ajustement, s'est amélioré de 16 millions de dollars ou de 8 % en regard du trimestre précédent. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net a augmenté de 9 millions de dollars ou de 5 % par rapport au trimestre précédent et, après ajustement, il s'est accru de 10 millions ou de 5 %, ce qui a découlé de l'incidence qu'ont eue les trois jours additionnels du trimestre à l'étude.

Les revenus se sont accrus de 20 millions de dollars ou de 3 % en regard du trimestre précédent grâce aux conséquences des trois jours supplémentaires. La marge nette d'intérêts a été relativement stable.

La dotation à la provision pour pertes sur créances n'a que peu changé en regard du trimestre précédent. Avant et après ajustement, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 12 millions ou de 3 %, principalement en raison de l'incidence des trois jours supplémentaires.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a été stable, l'essor des services bancaires aux entreprises ayant été contrebalancé par le recul enregistré par les portefeuilles de prêts hypothécaires et de prêts sur valeur domiciliaire. Le solde moyen des dépôts est aussi demeuré stable, la hausse des volumes des comptes de chèques des entreprises et des particuliers ayant été contrebalancée par le recul des soldes des comptes du marché monétaire et des dépôts à terme, dépôts dont les taux sont plus élevés.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2015 et des neuf premiers mois de 2014**

Le bénéfice net a atteint 620 millions de dollars, ayant augmenté de 135 millions ou de 28 % et, après ajustement, il s'est chiffré à 659 millions, ce qui traduit une hausse de 135 millions ou de 26 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Se situant à 502 millions de dollars, le bénéfice net s'est renforcé de 56 millions ou de 13 % et, après ajustement, il a progressé de 52 millions ou de 11 %, pour s'établir à 534 millions, ce qui a résulté surtout de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

À 2 154 millions de dollars, les revenus ont été comparables à ceux de la même période de l'exercice précédent en raison de la forte hausse des prêts aux entreprises et des dépôts dans les comptes de chèques ainsi que de l'augmentation des revenus tirés du financement hypothécaire, ce qui a été neutralisé par le recul de la marge nette d'intérêts et des commissions sur les cartes de crédit et les dépôts. La marge nette d'intérêts a reculé de 22 points de base pour s'établir à 3,45 %, ce qui est surtout imputable à la concurrence exercée par les taux sur les prêts, aux changements dans la composition des produits, ce qui inclut le fait que les prêts se sont accrus plus rapidement que les dépôts, et à la faiblesse des taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 62 millions de dollars, ayant baissé de 58 millions en raison surtout de la diminution de celle relative aux prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 414 millions, ayant quelque peu fléchi en regard d'il y a un an. Après ajustement, elles ont été de 1 372 millions, soit le même montant qu'un an plus tôt, en raison de la rigueur avec laquelle elles ont été gérées.

Le solde moyen des prêts et acceptations courants a augmenté de 3,7 milliards de dollars ou de 7 % sur un an, pour s'établir à 58,4 milliards. À 61,5 milliards, le solde moyen des dépôts a connu une hausse de 2,1 milliards ou de 4 %.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Revenus nets d'intérêts	164	150	141	474	416
Revenus autres que d'intérêts 1)	1 172	1 038	1 367	3 832	3 522
Total des revenus 1)	1 336	1 188	1 508	4 306	3 938
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	218	24	520	989	1 205
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 118	1 164	988	3 317	2 733
Dotations à la provision pour pertes sur créances	3	1	(3)	6	(2)
Charges autres que d'intérêts	839	836	748	2 503	2 024
Bénéfice avant impôts sur le résultat	276	327	243	808	711
Charge d'impôts sur le résultat	66	89	54	201	156
Bénéfice net comptable	210	238	189	607	555
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	6	10	7	26	7
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	17	17	15	51	29
Bénéfice net ajusté	233	265	211	684	591
Hausse du bénéfice net (%)	10,6	24,0	(12,3)	9,2	7,5
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	9,5	33,9	(4,9)	15,5	10,3
Hausse des revenus (%) 1)	(11,4)	(1,5)	57,9	9,3	31,5
Hausse des revenus, déduction faite des SCVPI	13,1	32,5	13,9	21,3	13,5
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	12,3	32,6	27,2	23,7	15,8
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	12,6	29,1	24,2	21,7	14,8
Rendement des capitaux propres (%)	14,4	17,0	14,7	14,3	18,9
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	16,0	19,0	16,5	16,2	20,2
Lever d'exploitation (%) 1)	(23,7)	(34,1)	30,7	(14,4)	15,7
Lever d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	0,5	3,4	(10,3)	(0,4)	(1,3)
Ratio d'efficacité (%) 1)	62,8	70,4	49,6	58,1	51,4
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	72,3	69,0	72,7	72,5	72,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,71	2,60	2,62	2,70	2,66
Actif productif moyen	24 026	23 596	21 373	23 466	20 888
Solde moyen des prêts et acceptations courants	14 709	14 151	12 971	14 223	12 778
Solde moyen des dépôts	27 571	27 308	24 458	27 156	24 809

## États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Total des revenus	188	185	185	558	539
Charges autres que d'intérêts	160	163	157	492	462
Bénéfice net comptable	20	15	24	47	60
Bénéfice net ajusté	24	20	29	61	75
Actif productif moyen	3 281	3 196	3 081	3 221	2 995
Solde moyen des prêts et acceptations courants	2 992	2 901	2 687	2 907	2 602
Solde moyen des dépôts	5 880	6 110	5 708	6 095	5 747

1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions liés à F&C de 9 millions de dollars au troisième trimestre de 2015, de 11 millions au deuxième trimestre de 2015, de 9 millions au troisième trimestre de 2014, de 33 millions pour les neuf premiers mois de 2015 et de 9 millions pour les neuf premiers mois de 2014 ont été pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

3) Les montants avant impôts de 22 millions de dollars au troisième trimestre de 2015 et au deuxième trimestre de 2015, de 21 millions au troisième trimestre de 2014, de 66 millions pour les neuf premiers mois de 2015 et de 40 millions pour les neuf premiers mois de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du troisième trimestre de 2014

Le bénéfice net a été de 210 millions de dollars, ayant augmenté de 21 millions ou de 11 % en regard du même trimestre de l'exercice précédent. Après ajustement, il s'est chiffré à 233 millions, s'étant accru de 22 millions ou de 10 % sur un an. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 177 millions, pour une hausse de 14 millions ou de 8 % qui a résulté d'une saine croissance des actifs des clients. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 56 millions, s'étant accru de 8 millions ou de 16 % sur douze mois, ce qui est principalement attribuable à l'incidence des variations défavorables des taux d'intérêt à long terme à l'exercice précédent.

Les revenus se sont établis à 1 336 millions de dollars, contre 1 508 millions il y a un an. En retranchant les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) des revenus d'assurance, les revenus de la Gestion de patrimoine se sont renforcés de 13 %. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 011 millions, s'étant améliorés de 106 millions ou de 12 % grâce à la progression des revenus tirés des produits tarifés qu'a engendrée une saine croissance des actifs des clients. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 107 millions, ayant grimpé de 24 millions ou de 30 % en raison surtout de l'incidence des variations défavorables des taux d'intérêt à long terme à l'exercice précédent. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 35 millions.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 839 millions de dollars, pour une hausse de 91 millions ou de 12 % sur un an. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 808 millions, s'étant alourdies de 90 millions ou de 13 % en raison surtout de la hausse des charges liées aux revenus et des investissements continus dans les activités. Le renforcement du dollar américain a accru de 29 millions les charges ajustées.

Ayant atteint 879 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 103 milliards ou de 13 % par rapport à il y a un an, ce qui a résulté des fluctuations favorables des cours de change et de la progression des marchés.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2015**

Avant et après ajustement, le bénéfice net a reculé de 12 % en regard du trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a enregistré une hausse de 8 millions ou de 5 % grâce à la croissance des actifs des clients. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a diminué de 40 millions en regard du trimestre précédent où il avait été fort élevé en raison notamment des avantages exceptionnels qui avaient résulté des changements apportés à notre portefeuille de placements afin de rehausser la gestion de l'actif et du passif et des fluctuations favorables des taux d'intérêt à long terme.

En retranchant les SCVPI des revenus d'assurance, les revenus de la Gestion de patrimoine se sont affaiblis de 4 %. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont améliorés de 13 millions de dollars ou de 1 % grâce à la hausse des revenus tirés des produits tarifés qu'a engendrée l'augmentation des actifs des clients. Après déduction des SCVPI, les revenus d'assurance ont baissé de 59 millions en raison des facteurs mentionnés ci-dessus.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 3 millions de dollars comparativement au trimestre précédent. Après ajustement, elles ont augmenté de 5 millions, en raison surtout de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré.

Les actifs sous gestion et sous administration ont progressé de 46 milliards de dollars ou de 6 % en raison des fluctuations favorables des cours de change et de l'accroissement des nouveaux actifs des clients, ce qui a été atténué par le repli des marchés.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2015 et des neuf premiers mois de 2014**

Le bénéfice net a été de 607 millions de dollars, ayant augmenté de 52 millions ou de 9 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Après ajustement, il s'est chiffré à 684 millions, s'étant accru de 93 millions ou de 16 %. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 501 millions, pour une hausse de 79 millions ou de 19 % qui a résulté d'une saine croissance interne des actifs des clients ainsi que des avantages qu'a procurés F&C qui a été acquise. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 183 millions, s'étant accru de 14 millions ou de 8 %.

Une fois les SCVPI retranchés des revenus d'assurance, les revenus se sont établis à 3 317 millions de dollars, s'étant renforcés de 584 millions ou de 21 %. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 2 975 millions, s'étant améliorés de 525 millions ou de 21 % grâce à l'incidence positive de F&C qui a été acquise ainsi qu'à la progression des revenus tirés des produits tarifés qu'a engendrée la croissance interne des actifs des clients. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont atteint 342 millions, pour une hausse de 59 millions ou de 20 % qui a découlé en grande partie des avantages provenant des changements apportés à notre portefeuille de placements afin de rehausser la gestion de l'actif et du passif et des fluctuations favorables des taux d'intérêt à long terme. L'appréciation du dollar américain a accru les revenus de 81 millions.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 2 503 millions de dollars, pour une hausse de 479 millions ou de 24 %. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 2 404 millions, ayant augmenté de 429 millions ou de 22 % en raison surtout de l'incidence de l'acquisition de F&C, de la hausse des charges liées aux revenus et des investissements continus dans les activités. L'appréciation du dollar américain a accru de 68 millions les charges ajustées.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite de la Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Revenus nets d'intérêts (bic)	308	274	328	970	915
Revenus autres que d'intérêts	694	738	657	1 965	1 994
Total des revenus (bic)	1 002	1 012	985	2 935	2 909
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	14	5	(6)	28	(11)
Charges autres que d'intérêts	623	617	589	1 863	1 778
Bénéfice avant impôts sur le résultat	365	390	402	1 044	1 142
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	92	94	97	254	256
Bénéfice net comptable	273	296	305	790	886
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	1	-	-	1	1
Bénéfice net ajusté	274	296	305	791	887
Revenus du secteur Produits de négociation	619	660	597	1 848	1 787
Revenus du secteur Banque d'affaires et services aux sociétés	383	352	388	1 087	1 122
Hausse du bénéfice net (%)	(10,7)	(2,7)	14,3	(10,9)	7,6
Hausse des revenus (%)	1,7	6,3	14,7	0,9	12,4
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	5,8	6,1	12,7	4,8	14,2
Rendement des capitaux propres (%)	15,6	17,9	22,4	15,8	20,6
Levier d'exploitation (%) (bic)	(4,1)	0,2	2,0	(3,9)	(1,8)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	62,2	60,9	59,8	63,5	61,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,51	0,48	0,58	0,55	0,55
Actif productif moyen	238 671	235 156	222 549	237 025	221 431
Actif moyen	287 468	289 891	257 568	288 324	258 527
Solde moyen des prêts et acceptations courants	37 518	36 068	31 143	36 037	29 772
Solde moyen des dépôts	141 841	136 372	133 061	139 093	133 569
<b>États-Unis – Points saillants</b> (en millions de dollars américains)					
Total des revenus (bic)	265	297	272	827	901
Charges autres que d'intérêts	222	221	228	663	675
Bénéfice net comptable	23	51	39	103	184
Actif productif moyen	77 802	74 226	83 201	76 083	79 766
Actif moyen	85 101	83 504	91 576	84 623	89 097
Solde moyen des prêts et acceptations courants	10 727	10 455	10 022	10 455	9 518
Solde moyen des dépôts	55 586	54 394	58 469	56 214	57 923

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars au troisième trimestre de 2015, de néant au deuxième trimestre de 2015 et au troisième trimestre de 2014, de 1 million pour les neuf premiers mois de 2015 et de 2 millions pour les neuf premiers mois de 2014 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du troisième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est chiffré à 273 millions de dollars, en baisse de 32 millions ou de 11 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, période où il avait été fort élevé. Cette baisse a découlé surtout de l'accroissement des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le rendement des capitaux propres s'est situé à 15,6 %, contre 22,4 % un an plus tôt, ce qui a résulté en grande partie de l'augmentation du capital attribué.

Les revenus ont augmenté de 17 millions de dollars ou de 2 % comparativement au même trimestre de l'exercice précédent. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 34 millions ou de 4 %. Compte non tenu des répercussions de ce facteur, les revenus ont fléchi en raison du ralentissement des activités de banque d'affaires menées pour le compte des clients.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 20 millions de dollars, reflétant ainsi la hausse des dotations alors que des recouvrements nets avaient été constatés un an plus tôt. Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 34 millions ou de 6 %. Compte non tenu de l'impact de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ont diminué de 7 millions ou de 1 % surtout grâce à la baisse des frais liés au personnel.

#### Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2015

Le bénéfice net a reculé de 23 millions de dollars ou de 8 % par rapport au trimestre précédent, ce qui a résulté de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, de la perte sur la couverture du bénéfice net en dollars américains et des répercussions d'un taux d'impôt plus élevé.

Les revenus ont diminué de 10 millions de dollars ou de 1 %. La hausse des revenus du secteur Banque d'affaires et services aux sociétés a été plus qu'annulée par le recul des revenus de négociation et des profits nets sur titres ainsi que par la perte sur la couverture du bénéfice net en dollars américains.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a dépassé de 9 millions de dollars celle du trimestre précédent. Exclusion faite de l'incidence de la plus-value du dollar américain, les charges autres que d'intérêts sont demeurées les mêmes.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2015 et des neuf premiers mois de 2014

Le bénéfice net s'est établi à 790 millions de dollars, ayant baissé de 96 millions ou de 11 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les revenus ont augmenté de 26 millions de dollars ou de 1 %. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 97 millions ou de 3 %. Compte non tenu des répercussions de cette plus-value, les revenus ont reculé en raison de la diminution des activités de banque d'affaires menées pour le compte des clients.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 39 millions de dollars, ce qui reflète la hausse des dotations alors que des recouvrements nets avaient été constatés un an plus tôt. Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 85 millions ou de 5 %. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts ont diminué de 12 millions ou de 1 %, grâce surtout à la baisse des frais liés au personnel.

### Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

Tableau 15

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(60)	(90)	(44)	(187)	(72)
Compensation sur une bic des groupes	(114)	(100)	(154)	(404)	(377)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(174)	(190)	(198)	(591)	(449)
Revenus autres que d'intérêts	45	33	15	170	85
Total des revenus (bic)	(129)	(157)	(183)	(421)	(364)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	15	(6)	(47)	(11)	(125)
Charges autres que d'intérêts	59	268	101	487	321
Perte avant impôts sur le résultat	(203)	(419)	(237)	(897)	(560)
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(134)	(192)	(183)	(527)	(407)
Perte nette comptable	(69)	(227)	(54)	(370)	(153)
Coûts de restructuration 1)	-	106	-	106	-
Perte nette ajustée	(69)	(121)	(54)	(264)	(153)

### Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances des

Services d'entreprise	T3-2015	T2-2015	T3-2014	Cumul 2015	Cumul 2014
Prêts immobiliers douteux	2	18	8	25	19
Intérêts sur les prêts douteux	4	5	5	13	23
Prêts douteux acquis	(19)	(26)	(57)	(74)	(219)
Prêts productifs acquis	28	(3)	(3)	25	52
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	15	(6)	(47)	(11)	(125)
Solde moyen des prêts et acceptations	218	261	402	260	484
Prêts et acceptations à la clôture de la période	209	206	359	209	359

### États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Total des revenus (bic)	(57)	(75)	(61)	(175)	(102)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	11	(33)	(26)	(23)	(97)
Charges autres que d'intérêts	12	43	45	101	107
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(30)	(44)	(28)	(120)	(58)
Perte nette comptable	(50)	(41)	(52)	(133)	(54)
Total des revenus ajustés (bic)	(57)	(75)	(61)	(175)	(102)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement	13	(4)	(44)	(9)	(119)
Charges autres que d'intérêts ajustées	12	2	45	60	107
Perte nette ajustée	(51)	(33)	(39)	(115)	(39)

1) Liés principalement à une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles et tiennent aussi compte du règlement d'une question juridique en cours associée à une entité acquise. Le montant avant impôts de 149 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015 a été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise sont constitués d'unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, la commercialisation, les communications et les ressources humaines. T&O assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition.

Les coûts de prestation des services des unités fonctionnelles et de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes relativement peu élevées sont prises en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats d'exploitation ajustés des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion de l'actif et du passif, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les résultats attribuables à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers et les répercussions de la comptabilisation des prêts acquis.

### **Analyse des résultats financiers**

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du troisième trimestre de 2014**

La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est chiffrée à 69 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2015, comparativement à 54 millions pour la même période de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'incidence de l'ajustement sur une base des groupes sur les revenus et les impôts, les résultats ont fléchi en raison surtout de la baisse des recouvrements de prêts, partiellement contrebalancée par des charges inférieures à la tendance.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2015 et du deuxième trimestre de 2015**

La perte nette comptable et la perte nette ajustée des Services d'entreprise se sont situées à 69 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2015, comparativement à une perte nette comptable de 227 millions et à une perte nette ajustée de 121 millions pour le deuxième trimestre de 2015. Les résultats comptables du trimestre précédent tenaient compte d'une charge de 106 millions résultant essentiellement d'une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles. Les résultats ajustés se sont améliorés en raison surtout de charges moins élevées que dans le passé et de la progression des revenus liés à la trésorerie, facteurs atténués par le recul des recouvrements de prêts.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2015 et des neuf premiers mois de 2014**

Pour les neuf premiers mois de 2015, la perte nette comptable des Services d'entreprise s'est établie à 370 millions de dollars et la perte nette ajustée a été de 264 millions, comparativement à une perte nette comptable et à une perte nette ajustée de 153 millions pour la même période de 2014. Les résultats comptables de 2015 tiennent compte d'une charge de 106 millions résultant essentiellement d'une restructuration visant à générer des efficacités opérationnelles. Les résultats ajustés des neuf premiers mois de 2015 ont diminué en raison surtout de la diminution des recouvrements de prêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2015	T2-2015	T1-2015	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014	T4-2013
Total des revenus 1)	4 826	4 526	5 055	4 640	4 735	4 369	4 479	4 319
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) 1)	218	24	747	300	520	328	357	181
Revenus, déduction faite des SCVPI	4 608	4 502	4 308	4 340	4 215	4 041	4 122	4 138
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances (voir ci-dessous)	160	161	163	170	130	162	99	189
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges autres que d'intérêts	2 971	3 112	3 006	2 887	2 756	2 594	2 684	2 580
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 477	1 229	1 139	1 283	1 329	1 285	1 339	1 369
Charge d'impôts sur le résultat	285	230	139	213	203	209	278	295
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 192	999	1 000	1 070	1 126	1 076	1 061	1 074
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 230	1 146	1 041	1 111	1 162	1 097	1 083	1 088
Bénéfice de base par action (\$)	1,81	1,49	1,47	1,57	1,68	1,61	1,58	1,60
Bénéfice dilué par action (\$)	1,80	1,49	1,46	1,56	1,67	1,60	1,58	1,60
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	1,86	1,71	1,53	1,63	1,73	1,63	1,61	1,62
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	1,55	1,51	1,55	1,60	1,58	1,59	1,62	1,69
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen, après ajustement (%)	1,55	1,51	1,55	1,60	1,58	1,59	1,62	1,60
Taux d'impôt effectif (%)	19,3	18,8	12,2	16,6	15,3	16,2	20,8	21,6
Taux d'impôt effectif, après ajustement (%)	19,4	19,8	12,6	16,8	15,6	16,5	20,9	21,5
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	1,27	1,24	1,19	1,11	1,08	1,10	1,08	1,04
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances								
PE Canada	109	143	132	129	129	131	139	164
PE États-Unis	19	18	40	47	57	52	21	98
Services bancaires Particuliers et entreprises	128	161	172	176	186	183	160	262
Gestion de patrimoine	3	1	2	(1)	(3)	2	(1)	1
BMO Marchés des capitaux	14	5	9	(7)	(6)	(4)	(1)	(17)
Services d'entreprise, y compris T&O	15	(6)	(20)	2	(47)	(19)	(59)	(57)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de BMO Groupe financier	160	161	163	170	130	162	99	189
Bénéfice net comptable des groupes d'exploitation								
PE Canada	556	486	502	526	525	480	485	458
PE États-Unis	222	206	192	169	161	157	167	104
Services bancaires Particuliers et entreprises	778	692	694	695	686	637	652	562
Gestion de patrimoine	210	238	159	225	189	192	174	310
BMO Marchés des capitaux	273	296	221	191	305	305	276	216
Services d'entreprise, y compris T&O	(69)	(227)	(74)	(41)	(54)	(58)	(41)	(14)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 192	999	1 000	1 070	1 126	1 076	1 061	1 074
Bénéfice net ajusté des groupes d'exploitation								
PE Canada	557	487	503	527	526	481	486	460
PE États-Unis	235	219	205	182	174	170	180	117
Services bancaires Particuliers et entreprises	792	706	708	709	700	651	666	577
Gestion de patrimoine	233	265	186	252	211	198	182	317
BMO Marchés des capitaux	274	296	221	191	305	306	276	217
Services d'entreprise, y compris T&O	(69)	(121)	(74)	(41)	(54)	(58)	(41)	(23)
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	1 230	1 146	1 041	1 111	1 162	1 097	1 083	1 088

1) Depuis le premier trimestre de 2015, les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités sont présentés séparément alors qu'antérieurement, ils l'étaient en tant que réduction des revenus d'assurance, dans les revenus autres que d'intérêts. Les montants et ratios des périodes antérieures ont été reclassés. Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 58 et 59 de son Rapport annuel pour 2014. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau 16 présente un sommaire des résultats obtenus entre le quatrième trimestre de 2013 et le troisième trimestre de 2015, inclusivement. Ce tableau reflète les modifications des IFRS dont il est fait mention à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 128 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et unités soient transférés d'un groupe d'exploitation client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

#### PE Canada

Le bénéfice net de PE Canada a été élevé tout au long de 2014, s'est comprimé dans la première moitié de 2015, mais a affiché une plus forte croissance au cours du trimestre à l'étude. L'augmentation du bénéfice net provient de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts, les marges nettes d'intérêt ayant été relativement stables. Malgré une gestion toujours rigoureuse, les charges ont augmenté, en raison d'investissements continus dans les activités. La dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée relativement faible et n'a que peu varié au cours des huit derniers trimestres.

## **PE États-Unis**

Les résultats de PE États-Unis s'améliorent depuis le deuxième trimestre de 2014 grâce à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à la gestion des charges dans un contexte peu propice à la réalisation de revenus.

### **Gestion de patrimoine**

Soutenus par la hausse à deux chiffres des revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine des neuf derniers trimestres, les résultats d'exploitation de la Gestion de patrimoine ne cessent de s'améliorer. Les résultats d'exploitation des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont bénéficié, depuis le troisième trimestre de 2014, de l'apport de F&C qui a été acquise ainsi que d'une bonne croissance interne des actifs des clients. Les résultats du quatrième trimestre de 2014 tenaient compte de coûts liés au règlement d'une question juridique et ceux du quatrième trimestre de 2013 incluaient un important profit sur titres.

Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, ce qui a résulté essentiellement des variations des taux d'intérêt à long terme, des marchés boursiers et des changements apportés à la méthode de calcul et aux hypothèses actuarielles.

### **BMO Marchés des capitaux**

Tirant parti d'une stratégie cohérente et axée sur la diversification ainsi que de bonnes conditions de marché, BMO Marchés des capitaux a affiché un bon rendement au cours des trois premiers trimestres de 2014. Au quatrième trimestre de 2014 ainsi qu'au premier trimestre de 2015, ses activités ont ralenti et ses résultats ont été affaiblis par des ajustements d'évaluation du crédit et du financement défavorables. Les résultats du trimestre à l'étude et du trimestre précédent reflètent l'amélioration du rendement des secteurs Produits de négociation et Banque d'affaires et services aux sociétés.

### **Dotation à la provision pour pertes sur créances**

Exprimée en pourcentage du solde des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a, en général, reculé depuis 2012, mais s'est stabilisée au cours des plus récents trimestres.

### **Services d'entreprise**

Le bénéfice net trimestriel ajusté peut fluctuer d'un trimestre à l'autre, mais a, en général, fléchi depuis le deuxième trimestre de 2013 en raison de la diminution des avantages associés aux portefeuilles de prêts acquis.

### **Change**

En 2013, les cours de change ont peu fluctué. Le dollar américain s'est grandement renforcé en 2014 et, si ce n'est d'un repli au deuxième trimestre, il a continué de s'apprécier en 2015. Un dollar américain plus fort accroît les valeurs converties des revenus, des charges, des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, des impôts sur le résultat et du bénéfice net libellés en dollars américains.

### **Charge d'impôts sur le résultat**

Le taux d'impôt effectif peut varier car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures, du montant du bénéfice exonéré d'impôt ainsi que de la proportion relative du bénéfice attribuable à chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

### **Mise en garde**

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### **Bilan**

Au 31 juillet 2015, le total des actifs atteignait 672,4 milliards de dollars, ayant augmenté de 83,8 milliards en regard du 31 octobre 2014, ce qui inclut une hausse de 39,1 milliards attribuable à la plus-value du dollar américain, exclusion faite de ses répercussions sur les actifs financiers dérivés. Ceux-ci ont progressé de 15,4 milliards et les passifs financiers dérivés, de 16,4 milliards en raison surtout de l'augmentation de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt et de change par suite, respectivement, du repli des taux d'intérêt et de la plus-value du dollar américain.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des changements associés à l'appréciation du dollar américain. La hausse de 13,9 milliards de dollars de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques a résulté surtout de l'accroissement des soldes auprès de banques centrales. Les titres pris en pension ou empruntés se sont accrus de 15,3 milliards, ce qui s'explique par l'intensification des activités menées pour les clients. La croissance de 10,3 milliards du solde net des prêts et acceptations provient essentiellement des prêts aux entreprises et aux administrations publiques. Les valeurs mobilières ont diminué de 10,3 milliards en raison surtout de la baisse des titres de négociation.

Les passifs se sont accrus de 80,5 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2014, ce qui a inclus une hausse de 38,4 milliards qui a découlé du renforcement du dollar américain, compte non tenu de ses répercussions sur les passifs financiers dérivés, et une augmentation de 16,4 milliards des passifs financiers dérivés, tel qu'il est indiqué ci-dessus.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des changements associés à un dollar américain plus fort. L'accroissement de 22,4 milliards de dollars des dépôts a résulté de hausses de 10,5 milliards des dépôts des entreprises et des administrations publiques et de 9,5 milliards des dépôts des banques, reflétant ainsi l'augmentation des dépôts de gros et des dépôts des clients, et de l'amélioration de 2,4 milliards des dépôts des particuliers.

Le total des capitaux propres a augmenté de 3,3 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2014. Le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires s'est renforcé de 3,9 milliards, ce qui a été atténué par une diminution de 0,6 milliard de la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales, et sa progression a résulté surtout de la hausse du cumul des autres éléments du résultat global. Le cumul des autres éléments du résultat global relatif à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger a augmenté de 2,8 milliards, compte non tenu de l'incidence des couvertures, en raison surtout de la plus-value du dollar américain et le cumul des autres éléments du résultat global lié aux couvertures de flux de trésorerie s'est accru de 0,4 milliard grâce essentiellement à la baisse des taux d'intérêt. Les résultats non distribués ont augmenté de 1,0 milliard.

La note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

### **Transactions avec des parties liées**

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé, à nos coentreprises et à des entreprises associées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative depuis le 31 octobre 2014 et correspondent à celles décrites à la note 29 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 177 du Rapport annuel 2014 de BMO.

### **Arrangements hors bilan**

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits aux pages 70 et 71 de son Rapport annuel pour 2014 ainsi qu'à la note 6 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est certaines entités de titrisation canadiennes des clients et entités à financement structuré. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 31 juillet 2015.

### **Méthodes comptables et principales estimations comptables**

Notre Rapport de gestion annuel pour 2014 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2014 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 71 à 73 ainsi que 129 et 130 du Rapport annuel 2014 de BMO.

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2014, nous avons adopté plusieurs prises de position en comptabilité, certaines nouvelles et d'autres modifiées, qu'a publiées l'International Accounting Standards Board (IASB) et qui sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

### **Modifications futures de méthodes comptables**

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'IASB et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 et la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 131 et 132 du Rapport annuel pour 2014 de BMO renferment des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes que la Banque devra adopter dans l'avenir.

Nous prévoyons adopter l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), en date du 1<sup>er</sup> novembre 2017. L'IFRS 9 traite de classement et d'évaluation, de dépréciation et de comptabilité de couverture. Nous évaluons actuellement les répercussions que cette nouvelle norme aura sur nos résultats financiers à venir.

### **Instruments financiers désignés**

Les pages 69 et 70 du Rapport annuel pour 2014 de BMO donnent de l'information supplémentaire sur des instruments financiers désignés qui, à compter de 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre Rapport annuel pour 2014.

### **Autres faits nouveaux en matière de réglementation**

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport de gestion, ainsi que les faits nouveaux concernant le cadre réglementaire qui sont décrits ci-dessous, et de nous y préparer.

**Règle Volcker** La date d'adoption de la règle Volcker, en vertu de laquelle il est interdit aux entités bancaires et à leurs sociétés affiliées qui mènent des activités aux États-Unis d'effectuer certaines opérations pour leur propre compte et d'avoir certains liens avec des fonds d'investissement privés, était le 21 juillet 2015. Les organismes de réglementation américains ont déjà prolongé jusqu'au 21 juillet 2016 la période durant laquelle les entités bancaires doivent faire en sorte que leurs placements et les liens qu'elles entretiennent avec des fonds d'investissement privés et qui ont été instaurés avant le 31 décembre 2013 se conforment à ces exigences. Ces organismes ont également fait savoir qu'au cours de 2015, ils émettraient un avis repoussant cette date au 21 juillet 2017. BMO a procédé à un vaste examen de ses activités et a mis au point des politiques et procédures afin de pouvoir respecter la date butoir du 21 juillet 2015. Elle dispose maintenant, à l'échelle de l'entreprise, des systèmes lui permettant d'évaluer et de surveiller sa conformité à la règle Volcker et d'en faire rapport.

**Règlement du CRF** Le Conseil de la Réserve fédérale a parachevé un règlement qui met en vigueur les normes prudentielles plus strictes de la loi *Dodd-Frank* et les exigences quant à l'application anticipée de mesures correctives aux activités aux États-Unis de banques non américaines, comme BMO. Le 29 décembre 2014, nous avons remis au Conseil de la Réserve fédérale un aperçu du plan de mise en œuvre par lequel nous entendons nous conformer à ces exigences d'ici la date d'entrée en vigueur de ce règlement, soit le 1<sup>er</sup> juillet 2016. BMO évalue actuellement l'incidence que celui-ci aura sur ses activités et s'y prépare.

**Proposition dans le budget fédéral** Il a été envisagé dans le budget fédéral de 2015 ainsi que dans le document de propositions législatives publié le 31 juillet 2015 d'instaurer des règles fiscales qui concernent les arrangements de capitaux propres synthétiques et qui, dans certains cas, interdiraient toute déduction au titre des dividendes payés ou payables après octobre 2015, sauf si l'arrangement fait l'objet d'une clause de droits acquis, auquel cas les règles fiscales proposées s'appliqueraient aux dividendes payés ou payables après avril 2017. La Banque évalue actuellement l'incidence des mesures proposées, lesquelles pourraient faire augmenter notre taux d'impôt effectif.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 64, 95 et 102 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

### **Mise en garde**

La présente section qui traite de l'évolution de la réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Gestion des risques

Nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci n'ont pas changé de manière significative en regard de celles décrites aux pages 77 à 105 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

## Risque de marché

### Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau 17 qui suit présente des éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2015				Au 31 octobre 2014				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	
	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48 722	-	48 722	-	28 386	-	28 386	- Taux d'intérêt	
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	8 022	314	7 708	-	6 110	930	5 180	- Taux d'intérêt	
Valeurs mobilières									
Titres de négociation	81 286	73 486	7 800	-	85 022	78 997	6 025	- Taux d'intérêt, écart de taux	
Titres disponibles à la vente	47 981	-	47 981	-	46 966	-	46 966	- Taux d'intérêt, écart de taux	
Titres détenus jusqu'à leur échéance	9 830	-	9 830	-	10 344	-	10 344	- Taux d'intérêt	
Titres divers	1 012	-	1 012	-	-	-	987	- Actions	
Titres pris en pension ou empruntés	74 684	-	74 684	-	53 555	-	53 555	- Taux d'intérêt	
Prêts et acceptations (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	329 179	-	329 179	-	303 038	-	303 038	- Taux d'intérêt, change	
Instruments dérivés	48 068	45 531	2 537	-	32 655	31 627	1 028	- Taux d'intérêt, change	
Actifs divers	23 658	-	8 365	15 293	21 596	-	7 787	13 809 Taux d'intérêt	
<b>Total des actifs</b>	<b>672 442</b>	<b>119 331</b>	<b>537 818</b>	<b>15 293</b>	<b>588 659</b>	<b>111 554</b>	<b>463 296</b>	<b>13 809</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>									
Dépôts	447 617	8 789	438 828	-	393 088	7 639	385 449	- Taux d'intérêt, change	
Instruments dérivés	50 011	47 384	2 627	-	33 657	32 312	1 345	- Taux d'intérêt, change	
Acceptations	10 796	-	10 796	-	10 878	-	10 878	Taux d'intérêt	
Titres vendus à découvert	27 813	27 813	-	-	27 348	27 348	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	47 644	-	47 644	-	39 695	-	39 695	- Taux d'intérêt	
Passifs divers	45 444	-	45 250	194	43 676	-	43 263	413 Taux d'intérêt	
Dette subordonnée	4 433	-	4 433	-	4 913	-	4 913	- Taux d'intérêt	
<b>Total des passifs</b>	<b>633 758</b>	<b>83 986</b>	<b>549 578</b>	<b>194</b>	<b>553 255</b>	<b>67 299</b>	<b>485 543</b>	<b>413</b>	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance et nos titres disponibles à la vente.

### Risque de marché structurel lié aux activités de négociation et autres et à la prise ferme

Le total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a augmenté au cours du trimestre en raison surtout des fluctuations des marchés et du risque supplémentaire lié aux taux d'intérêt, aux taux de change et au risque de crédit découlant des activités menées pour les clients. Une plus grande diversification a atténué cette augmentation. La VaR liée aux titres disponibles à la vente a diminué en raison de la baisse des taux d'intérêt et des ventes d'actifs. Le total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a affiché une hausse, ce qui est en grande partie imputable aux changements, durant le trimestre, de la VaR liée à ces activités.

Aucun changement majeur n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre.

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. La sensibilité de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt a diminué en raison de la plus grande sensibilité des actifs à taux variable. La sensibilité de la valeur économique structurelle à une baisse des taux d'intérêt a varié en raison de la plus grande sensibilité des actifs à taux variable et du fait qu'il est plus difficile de réduire les taux des prêts hypothécaires, des prêts et des dépôts vu la faiblesse des taux d'intérêt. L'exposition du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt reflète essentiellement le risque qu'au moment de la révision des taux, les prêts à taux fixe ou variable se voient attribuer des taux moins élevés ainsi qu'une capacité plus restreinte de baisser les taux des dépôts lorsque les taux diminuent. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse de taux d'intérêt reflète surtout l'incidence positive de l'élargissement des marges sur les dépôts lorsque les taux d'intérêt augmentent. La sensibilité du bénéfice s'est accrue en raison d'une plus grande sensibilité des actifs à taux variable.

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 91 à 95 de son Rapport annuel pour 2014.

## Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation 1)

Tableau 18

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015				Au 30 avril 2015	Au 31 octobre 2014
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,7)	(0,5)	(0,7)	(0,3)	(0,4)	(0,5)
VaR liée aux actions	(5,3)	(6,1)	(15,8)	(5,0)	(5,5)	(3,2)
VaR liée au change	(3,2)	(2,0)	(3,5)	(0,5)	(0,9)	(0,5)
VaR liée aux taux d'intérêt	(9,3)	(6,8)	(9,3)	(5,3)	(5,7)	(5,8)
VaR liée au crédit	(8,2)	(7,5)	(8,2)	(6,8)	(6,8)	(5,5)
Diversification	13,8	11,5	n. s.	n. s.	9,4	7,4
Total de la VaR – Négociation	(12,9)	(11,4)	(17,7)	(9,0)	(9,9)	(8,1)
Total de la VaR – Titres disponibles à la vente	(9,7)	(11,0)	(12,2)	(9,2)	(10,8)	(7,9)

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.  
n. s. – non significatif

## Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation 1) 2)

Tableau 19

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015				Au 30 avril 2015	Au 31 octobre 2014
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(0,9)	(0,8)	(1,0)	(0,5)	(0,7)	(3,2)
VaR liée aux actions en période de tension	(13,6)	(12,5)	(22,4)	(7,3)	(11,7)	(14,0)
VaR liée au change en période de tension	(4,8)	(3,2)	(6,4)	(1,0)	(1,1)	(0,7)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(13,0)	(10,1)	(13,0)	(8,4)	(11,2)	(11,2)
VaR liée au crédit en période de tension	(24,5)	(21,8)	(24,5)	(19,5)	(18,9)	(13,6)
Diversification	27,6	24,2	n. s.	n. s.	21,1	20,6
Total de la VaR en période de tension – Négociation	(29,2)	(24,2)	(29,3)	(17,4)	(22,5)	(22,1)

1) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.

2) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.  
n. s. – non significatif

## Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2) 3) 4) 5)

Tableau 20

(équivalent en millions de dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (après impôts)		
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 octobre 2014
Hausse de 100 points de base	(693,3)	(853,8)	(715,1)	138,8	103,4	64,7
Baisse de 100 points de base	75,7	346,1	405,2	(62,8)	(25,9)	(62,6)
Hausse de 200 points de base	(1 837,2)	(2 142,8)	(1 579,4)	185,6	110,3	85,8
Baisse de 200 points de base	(396,2)	96,8	320,5	(92,5)	(48,8)	(68,1)

1) Nous avons amélioré la méthode servant à quantifier l'incidence potentielle des variations des taux d'intérêt sur les sensibilités du résultat et de la valeur économique au risque structurel au premier trimestre. Les positions au 31 octobre 2014 n'ont pas été retraitées en fonction de la nouvelle méthode.

2) Les sensibilités du résultat et de la valeur économique à des baisses des taux d'intérêt supposent que les banques centrales du Canada et des États-Unis n'abaissent pas à moins de zéro les taux d'intérêt du financement à un jour. Ainsi, les scénarios de baisse de taux d'intérêt limitent la réduction des taux d'intérêt à court terme canadiens et américains à 50 points de base et à 25 points de base, respectivement, pour les durées les plus courtes. Les taux d'intérêt à plus long terme ne peuvent être inférieurs au niveau présumé des taux d'intérêt à court terme.

3) Certaines positions en titres disponibles à la vente et ne servant pas à la négociation sont gérées au moyen du cadre de gestion du risque de négociation de la Banque. L'exposition au risque associée à ces positions est prise en compte dans le tableau qui porte sur la VaR (Tableau 18) à l'élément Total de la VaR – Titres disponibles à la vente.

4) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

5) Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2015 donnerait lieu à une augmentation de 66 millions de dollars de leur bénéfice après impôts et à une hausse de 516 millions de leur valeur économique avant impôts (68 millions et 504 millions, respectivement, au 30 avril 2015 et 71 millions et 385 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2015 donnerait lieu à une diminution de 64 millions de leur bénéfice après impôts et à une diminution de 598 millions de leur valeur économique avant impôts (65 millions et 562 millions, respectivement, au 30 avril 2015 et 63 millions et 414 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de grande qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau 21 résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs hautement liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté de ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 199,4 milliards de dollars au 31 juillet 2015, contre 189,4 milliards au 30 avril 2015. La hausse des actifs liquides non grevés a résulté essentiellement des conséquences de la plus-value du dollar américain. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par les activités de courtage de BMO au Canada et à l'échelle internationale. Outre ses actifs liquides, BMO a toujours accès au programme d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'elle évalue sa position de liquidité, BMO ne considère pas ces dernières comme représentant une source de liquidité à laquelle elle a accès.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'elle détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau 22 indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides	Au 31 juillet 2015					Au 30 avril 2015
	Valeurs comptables/actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48 722	-	48 722	2 047	46 675	38 725
Dépôts à d'autres banques	8 022	-	8 022	-	8 022	7 256
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	108 591	17 827	126 418	80 838	45 580	43 873
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	20 498	1 358	21 856	4 287	17 569	15 957
Titres de créance d'entreprises	17 077	6 601	23 678	1 821	21 857	22 456
Titres de participation d'entreprises	68 627	17 398	86 025	44 224	41 801	43 773
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	214 793	43 184	257 977	131 170	126 807	126 059
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	21 445	-	21 445	3 536	17 909	17 324
Total des actifs liquides	292 982	43 184	336 166	136 753	199 413	189 364
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	110 871	-	110 871	605	110 266	106 788
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	403 853	43 184	447 037	137 358	309 679	296 152

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 31 juillet 2015.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et sont inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaire associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 juillet 2015					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	56 744	-	2 047	430	54 267
Valeurs mobilières 5)	279 422	103 596	31 110	8 446	136 270
Prêts et acceptations	307 734	40 505	2 261	154 702	110 266
Autres actifs					
Instruments dérivés	48 068	-	-	48 068	-
Bureaux et matériel	2 279	-	-	2 279	-
Écart d'acquisition	6 111	-	-	6 111	-
Immobilisations incorporelles	2 227	-	-	2 227	-
Actifs d'impôt exigible	600	-	-	600	-
Actifs d'impôt différé	3 248	-	-	3 248	-
Actifs divers	9 193	-	-	9 193	-
Total des autres actifs	71 726	-	-	71 726	-
Total des actifs	715 626	144 101	35 418	235 304	300 803

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 30 avril 2015					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	47 659	-	1 678	478	45 503
Valeurs mobilières 5)	267 549	94 477	29 689	8 430	134 953
Prêts et acceptations	294 521	40 900	1 615	145 218	106 788
Autres actifs					
Instruments dérivés	39 831	-	-	39 831	-
Bureaux et matériel	2 274	-	-	2 274	-
Écart d'acquisition	5 646	-	-	5 646	-
Immobilisations incorporelles	2 136	-	-	2 136	-
Actifs d'impôt exigible	596	-	-	596	-
Actifs d'impôt différé	3 174	-	-	3 174	-
Actifs divers	9 081	-	-	9 081	-
Total des autres actifs	62 738	-	-	62 738	-
Total des actifs	672 467	135 377	32 982	216 864	287 244

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières reçues qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui ne peuvent être utilisés pour des raisons juridiques ou autres, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces instruments se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 8,9 milliards de dollars au 31 juillet 2015, incluant les titres détenus par la filiale d'assurance et l'entité de protection du crédit de BMO, de même que d'importants placements en titres de participation et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances de FHLB.

5) Comprendent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Le tableau 23 présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015, le RLCT moyen de fin de mois, soit 128 %, a été calculé comme étant le ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le RLCT moyen a diminué en regard de celui de 131 % du trimestre précédent, ce qui est principalement imputable à l'augmentation des sorties nettes de trésorerie par suite des activités menées pour les clients. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau 21.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à partir de la page 95 de son Rapport annuel pour 2014.

	Trimestre clos le 31 juillet 2015		Trimestre clos le 30 avril 2015
	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>			
Total des actifs liquides de haute qualité	*	<b>125,8</b>	124,9
<b>Sorties de trésorerie</b>			
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	<b>139,2</b>	<b>8,0</b>	7,8
Dépôts stables	<b>83,8</b>	<b>2,5</b>	2,4
Dépôts moins stables	<b>55,4</b>	<b>5,5</b>	5,4
Financement de gros non garanti, dont :	<b>137,3</b>	<b>79,3</b>	76,6
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	<b>57,1</b>	<b>14,2</b>	13,1
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	<b>47,8</b>	<b>32,7</b>	33,1
Dettes non garanties	<b>32,4</b>	<b>32,4</b>	30,4
Financement de gros garanti	*	<b>8,7</b>	15,7
Exigences supplémentaires, dont :	<b>107,1</b>	<b>22,0</b>	20,9
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	<b>13,3</b>	<b>5,1</b>	4,9
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	2,6
Facilités de crédit et de liquidité	<b>90,7</b>	<b>13,8</b>	13,4
Autres obligations de financement contractuelles	<b>1,0</b>	-	-
Autres obligations de financement conditionnelles	<b>277,3</b>	<b>5,1</b>	5,1
Total des sorties de trésorerie	*	<b>123,1</b>	126,1
<b>Entrées de trésorerie</b>			
Prêts garantis (par ex., prises en pension)	<b>92,0</b>	<b>12,5</b>	17,5
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	<b>9,3</b>	<b>7,4</b>	8,4
Autres entrées de trésorerie	<b>4,8</b>	<b>4,8</b>	4,7
Total des entrées de trésorerie	<b>106,1</b>	<b>24,7</b>	30,6
		<b>Total de la valeur ajustée 4)</b>	Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		<b>125,8</b>	124,9
Total des sorties nettes de trésorerie		<b>98,4</b>	95,5
Ratio de liquidité à court terme (%)		<b>128</b>	131

\* Valeur non présentée conformément à la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

Les résultats de la période précédente ont été retraités en fonction de la présentation adoptée pour la période considérée.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) La moyenne est calculée selon les valeurs de fin de mois pour le trimestre.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice sur les normes de liquidité.

### Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et autres actifs moins liquides doit être à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre à la durée à court de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est généralement à plus court terme (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constituent de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 262,7 milliards de dollars au 31 juillet 2015, comparativement à 250,7 milliards au 30 avril 2015, ce qui est essentiellement imputable aux conséquences de la plus-value du dollar américain. En outre, BMO reçoit des dépôts servant à faciliter certaines activités de négociation ainsi que des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels et émet, principalement à des épargnants, des billets structurés. Au 31 juillet 2015, ces dépôts se chiffraient à 49,4 milliards.

Au 31 juillet 2015, l'encours du financement de gros totalisait 165,2 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 39,4 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 125,8 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 157,3 milliards au 30 avril 2015 en raison surtout de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau 24. La note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements à ce sujet. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 199,4 milliards au 31 juillet 2015 et qui, tel qu'il est décrit à la page 29, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme par voie de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang (non garantis) canadiens et américains.

**Échéances du financement de gros** (en millions de dollars canadiens) 1) 2)

**Tableau 24**

Au 31 juillet 2015	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Dépôts d'autres banques	493	394	330	582	1 799	569	–	2 368
Certificats de dépôt et papier commercial	12 137	21 913	20 467	8 887	63 404	678	–	64 082
Billets de dépôt au porteur	297	1 708	1 886	125	4 016	–	–	4 016
Papier commercial adossé à des actifs	1 364	2 161	1 812	–	5 337	–	–	5 337
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	–	6 192	3 439	6 604	16 235	10 377	20 523	47 135
Billets structurés non garantis de premier rang 3)	99	35	523	70	727	202	1 565	2 494
Obligations couvertes et titrisations								
Titrisations de créances hypothécaires	–	259	789	983	2 031	2 107	12 774	16 912
Obligations couvertes	–	–	1 962	–	1 962	2 616	4 255	8 833
Titrisations de créances de cartes de crédit	–	1 038	–	1 976	3 014	1 135	1 101	5 250
Dette subordonnée 4)	–	–	–	–	–	605	5 050	5 655
Autres 5)	–	–	–	–	–	–	3 107	3 107
<b>Total</b>	<b>14 390</b>	<b>33 700</b>	<b>31 208</b>	<b>19 227</b>	<b>98 525</b>	<b>18 289</b>	<b>48 375</b>	<b>165 189</b>
Composé de ce qui suit :								
Financement garanti	1 364	3 458	4 563	2 959	12 344	5 858	21 237	39 439
Financement non garanti	13 026	30 242	26 645	16 268	86 181	12 431	27 138	125 750
<b>Total 6)</b>	<b>14 390</b>	<b>33 700</b>	<b>31 208</b>	<b>19 227</b>	<b>98 525</b>	<b>18 289</b>	<b>48 375</b>	<b>165 189</b>

1) Le financement de gros non garanti désigne celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.

2) À partir du trimestre à l'étude, le financement de gros est présenté déduction faite de certains dépôts non négociables.

3) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

4) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts ou autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDTF concernant les informations à fournir.

5) Avances des Federal Home Loan Banks.

6) Le total du financement de gros était constitué de 48,3 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 116,9 milliards de dollars de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 31 juillet 2015.

**Cotes de crédit**

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 10 figurant à la page 148 du Rapport annuel pour 2014 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité et étaient les suivantes au 31 juillet 2015 : AA de la part de DBRS, AA- de la part de Fitch, Aa3 de la part de Moody's et A+ de la part de Standard & Poor's. Fitch a attribué des perspectives stables aux cotes de crédit à long terme de BMO alors que Moody's et Standard & Poor's ont apposé des perspectives négatives aux cotes de BMO et à celles d'autres banques canadiennes en réaction au régime de recapitalisation des titres d'emprunt non garantis de premier rang qu'a proposé le gouvernement fédéral. Le 20 mai 2015, DBRS a fait passer de stables à négatives les tendances relatives à six banques canadiennes, dont BMO, en raison de changements dans sa perception quant au soutien que l'État pourrait leur consentir.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 juillet 2015, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 146 millions de dollars, 613 millions et 810 millions, si ses cotes étaient abaissées d'un cran, de deux crans et de trois crans, respectivement.

**Risque d'assurance**

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion de ce risque ni du degré de risque que posent nos activités d'assurance n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion du risque d'assurance de BMO sont décrites à la page 102 de son Rapport annuel pour 2014.

**Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité**

Aucun changement majeur de nos méthodes de gestion du risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion de ce risque qu'emploie BMO sont celles décrites dans la section qui traite du risque lié à la cybersécurité et dans celle qui porte sur le risque opérationnel, aux pages 78 et 101, respectivement, de son Rapport annuel pour 2014.

## Expositions dans certaines régions

Les expositions de BMO dans certaines régions sont présentées et analysées aux pages 88 et 89 de son Rapport annuel pour 2014. Nos expositions dans les pays européens au 31 juillet 2015 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux 25 et 26 indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Ces positions se sont quelque peu contractées en regard de celles au 30 avril 2015 et au 31 octobre 2014.

**Expositions en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)**

**Tableau 25**

Au 31 juillet 2015

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
<b>Pays GIIPE</b>										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	12	-	-	-	-	4	6	-	10	22
Italie	2	-	-	-	-	-	7	-	7	9
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	99	-	-	-	-	8	-	-	8	107
<b>Total - pays GIIPE</b>	<b>113</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>25</b>	<b>138</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>										
Allemagne	75	12	29	1 350	1 391	62	-	3	65	1 531
Pays-Bas	251	555	8	133	696	8	2	-	10	957
Finlande	-	16	-	458	474	-	-	-	-	474
Autres 8)	124	12	-	172	184	37	32	5	74	382
<b>Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>450</b>	<b>595</b>	<b>37</b>	<b>2 113</b>	<b>2 745</b>	<b>107</b>	<b>34</b>	<b>8</b>	<b>149</b>	<b>3 344</b>
<b>Reste de l'Europe</b>										
Danemark	15	395	-	361	756	-	-	-	-	771
Norvège	24	956	-	-	956	32	-	2	34	1 014
Suède	28	396	-	-	396	4	-	-	4	428
Royaume-Uni	478	96	48	227	371	565	17	-	582	1 431
Autres 8)	108	-	-	-	-	27	5	-	32	140
<b>Total - reste de l'Europe</b>	<b>653</b>	<b>1 843</b>	<b>48</b>	<b>588</b>	<b>2 479</b>	<b>628</b>	<b>22</b>	<b>2</b>	<b>652</b>	<b>3 784</b>
<b>Total - Europe 9)</b>	<b>1 216</b>	<b>2 438</b>	<b>85</b>	<b>2 701</b>	<b>5 224</b>	<b>747</b>	<b>69</b>	<b>10</b>	<b>826</b>	<b>7 266</b>

Au 30 avril 2015

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total - pays GIIPE	127	-	-	-	-	11	27	-	38	165
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	473	811	30	1 805	2 646	487	34	19	540	3 659
Total - reste de l'Europe	651	2 032	72	358	2 462	748	24	67	839	3 952
<b>Total - Europe 9)</b>	<b>1 251</b>	<b>2 843</b>	<b>102</b>	<b>2 163</b>	<b>5 108</b>	<b>1 246</b>	<b>85</b>	<b>86</b>	<b>1 417</b>	<b>7 776</b>

Au 31 octobre 2014

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total - pays GIIPE	129	-	-	-	-	55	7	-	62	191
Total - zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	551	711	53	1 872	2 636	379	49	7	435	3 622
Total - reste de l'Europe	1 162	2 254	44	537	2 835	714	14	2	730	4 727
<b>Total - Europe 9)</b>	<b>1 842</b>	<b>2 965</b>	<b>97</b>	<b>2 409</b>	<b>5 471</b>	<b>1 148</b>	<b>70</b>	<b>9</b>	<b>1 227</b>	<b>8 540</b>

Voir les notes du tableau 26.

Pays	Prêts 2)								
	Tranche financée au 31 juillet 2015			Au 31 juillet 2015		Au 30 avril 2015		Au 31 octobre 2014	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
<b>Pays GIPE</b>									
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	-	12	-	27	12	23	8	103	8
Italie	2	-	-	2	2	64	64	69	69
Portugal	-	-	-	-	-	1	1	-	-
Espagne	89	10	-	113	99	65	54	62	52
<b>Total – pays GIPE</b>	<b>91</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>142</b>	<b>113</b>	<b>153</b>	<b>127</b>	<b>234</b>	<b>129</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>									
Allemagne	38	37	-	94	75	97	84	99	85
Pays-Bas	27	224	-	362	251	367	223	559	239
Finlande	-	-	-	-	-	1	1	-	-
Autres 8)	78	46	-	348	124	380	165	517	227
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)</b>	<b>143</b>	<b>307</b>	<b>-</b>	<b>804</b>	<b>450</b>	<b>845</b>	<b>473</b>	<b>1 175</b>	<b>551</b>
<b>Reste de l'Europe</b>									
Danemark	15	-	-	15	15	14	14	12	12
Norvège	24	-	-	24	24	17	17	15	15
Suède	23	5	-	165	28	156	36	198	93
Royaume-Uni	118	360	-	598	478	761	487	701	497
Autres 8)	23	85	-	213	108	165	97	846	545
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>203</b>	<b>450</b>	<b>-</b>	<b>1 015</b>	<b>653</b>	<b>1 113</b>	<b>651</b>	<b>1 772</b>	<b>1 162</b>
<b>Total – Europe 9)</b>	<b>437</b>	<b>779</b>	<b>-</b>	<b>1 961</b>	<b>1 216</b>	<b>2 111</b>	<b>1 251</b>	<b>3 181</b>	<b>1 842</b>

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 juillet 2015 :

- Une sûreté de 562 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (21 millions d'euros dans les pays GIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 59 millions d'euros.
  - Des garanties de 1,2 milliard de dollars (16 millions de dollars dans les pays GIPE).
- 2) La tranche financée comprend les prêts (essentiellement les produits de financement commercial).
- 3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables.
- 4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 368 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique\* dans les pays GIPE n'était en vigueur au 31 juillet 2015 (\*inclut une position nette de 334 millions de dollars (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 20 % d'entités domiciliées dans les pays GIPE).
- 5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (17 milliards de dollars en Europe au 31 juillet 2015).
- 6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.
- 7) Exclut les réserves de 87 millions de dollars au 31 juillet 2015 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.
- 8) Comprend les pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars, dont une exposition de 28 millions dans la Fédération de Russie au 31 juillet 2015.
- 9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 93 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's et S&P avait attribué une cote de Aaa ou AAA.

### Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de neuf mois closes le		
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
<b>Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>							
Prêts	2 820 \$	2 685 \$	2 809 \$	2 799 \$	2 708 \$	8 314 \$	8 110 \$
Valeurs mobilières	462	461	516	470	492	1 439	1 392
Dépôts à d'autres banques	69	77	76	67	67	222	203
	<b>3 351</b>	<b>3 223</b>	<b>3 401</b>	<b>3 336</b>	<b>3 267</b>	<b>9 975</b>	<b>9 705</b>
<b>Charges d'intérêts</b>							
Dépôts	664	664	712	720	727	2 040	2 145
Dette subordonnée	42	44	44	40	37	130	110
Autres passifs	373	403	426	398	396	1 202	1 167
	<b>1 079</b>	<b>1 111</b>	<b>1 182</b>	<b>1 158</b>	<b>1 160</b>	<b>3 372</b>	<b>3 422</b>
<b>Revenus nets d'intérêts</b>	<b>2 272</b>	<b>2 112</b>	<b>2 219</b>	<b>2 178</b>	<b>2 107</b>	<b>6 603</b>	<b>6 283</b>
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>							
Commissions et droits sur titres	238	237	237	232	238	712	702
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	276	262	259	262	260	797	740
Revenus de négociation	269	319	193	198	231	781	751
Commissions sur prêts	195	181	170	171	169	546	509
Frais de services de cartes	114	114	106	118	116	334	344
Frais de gestion de placements et de garde de titres	384	379	367	351	343	1 130	895
Revenus tirés de fonds d'investissement	357	355	322	305	301	1 034	768
Commissions de prise ferme et de consultation	207	182	171	166	238	560	578
Profits sur titres, autres que de négociation	50	70	39	41	12	159	121
Revenus de change, autres que de négociation	46	33	62	47	40	141	132
Revenus d'assurance	342	210	822	489	614	1 374	1 519
Autres	76	72	88	82	66	236	241
	<b>2 554</b>	<b>2 414</b>	<b>2 836</b>	<b>2 462</b>	<b>2 628</b>	<b>7 804</b>	<b>7 300</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>4 826</b>	<b>4 526</b>	<b>5 055</b>	<b>4 640</b>	<b>4 735</b>	<b>14 407</b>	<b>13 583</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>160</b>	<b>161</b>	<b>163</b>	<b>170</b>	<b>130</b>	<b>484</b>	<b>391</b>
<b>Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités</b>	<b>218</b>	<b>24</b>	<b>747</b>	<b>300</b>	<b>520</b>	<b>989</b>	<b>1 205</b>
<b>Charges autres que d'intérêts</b>							
Rémunération du personnel	1 726	1 843	1 791	1 575	1 595	5 360	4 667
Bureaux et matériel	519	533	500	532	469	1 552	1 376
Amortissement des immobilisations incorporelles	105	100	96	98	104	301	284
Déplacements et expansion des affaires	148	138	142	165	136	428	377
Communications	76	83	75	70	73	234	219
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	10	10	12	11	8	32	28
Honoraires	141	149	152	188	159	442	434
Autres	246	256	238	248	212	740	649
	<b>2 971</b>	<b>3 112</b>	<b>3 006</b>	<b>2 887</b>	<b>2 756</b>	<b>9 089</b>	<b>8 034</b>
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat</b>	<b>1 477</b>	<b>1 229</b>	<b>1 139</b>	<b>1 283</b>	<b>1 329</b>	<b>3 845</b>	<b>3 953</b>
Charge d'impôts sur le résultat	285	230	139	213	203	654	690
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 192 \$</b>	<b>999 \$</b>	<b>1 000 \$</b>	<b>1 070 \$</b>	<b>1 126 \$</b>	<b>3 191 \$</b>	<b>3 263 \$</b>
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	1 185	993	986	1 057	1 110	3 164	3 220
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	7	6	14	13	16	27	43
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 192 \$</b>	<b>999 \$</b>	<b>1 000 \$</b>	<b>1 070 \$</b>	<b>1 126 \$</b>	<b>3 191 \$</b>	<b>3 263 \$</b>
<b>Bénéfice par action (en dollars canadiens)</b>							
De base	1,81 \$	1,49 \$	1,47 \$	1,57 \$	1,68 \$	4,76 \$	4,86 \$
Dilué	1,80	1,49	1,46	1,56	1,67	4,75	4,85

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le				Pour les périodes de neuf mois closes le		
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Bénéfice net	1 192 \$	999 \$	1 000 \$	1 070 \$	1 126 \$	3 191 \$	3 263 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)							
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net							
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente							
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	6	(6)	(2)	(37)	76	(2)	65
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(27)	(22)	(14)	(22)	(17)	(63)	(55)
	(21)	(28)	(16)	(59)	59	(65)	10
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie							
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	168	(282)	595	83	53	481	164
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie 4)	(13)	(9)	(25)	(25)	(25)	(47)	(73)
	155	(291)	570	58	28	434	91
Profit net (perte) provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger							
Profits (pertes) latents provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	1 866	(1 128)	2 484	578	(98)	3 222	800
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(349)	103	(178)	(120)	-	(424)	(295)
	1 517	(1 025)	2 306	458	(98)	2 798	505
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net							
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	106	212	(226)	(73)	(98)	92	(52)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	46	(17)	18	-	-	47	-
	152	195	(208)	(73)	(98)	139	(52)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)	1 803	(1 149)	2 652	384	(109)	3 306	554
<b>Total du résultat global (de la perte globale)</b>	<b>2 995 \$</b>	<b>(150)\$</b>	<b>3 652 \$</b>	<b>1 454 \$</b>	<b>1 017 \$</b>	<b>6 497 \$</b>	<b>3 817 \$</b>
Attribuable :							
Aux actionnaires de la Banque	2 988	(156)	3 638	1 441	1 001	6 470	3 774
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	7	6	14	13	16	27	43
<b>Total du résultat global (de la perte globale)</b>	<b>2 995 \$</b>	<b>(150)\$</b>	<b>3 652 \$</b>	<b>1 454 \$</b>	<b>1 017 \$</b>	<b>6 497 \$</b>	<b>3 817 \$</b>

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 1 \$, de 13 \$, de (13) \$, de 8 \$ et de (30) \$ pour le trimestre et de 1 \$ et de (30) \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 9 \$, de 3 \$, de 11 \$, de 10 \$ et de 6 \$ pour le trimestre et de 23 \$ et de 27 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (60) \$, de 105 \$, de (207) \$, de (37) \$ et de (14) \$ pour le trimestre et de (162) \$ et de (42) \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

4) Après la charge d'impôts sur le résultat de 5 \$, de 0 \$, de 6 \$, de 8 \$ et de 6 \$ pour le trimestre et de 11 \$ et de 20 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 124 \$, de (40) \$, de 64 \$, de 42 \$ et de \$ pour le trimestre et de 148 \$ et de 102 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (34) \$, de (84) \$, de 92 \$, de 49 \$ et de 32 \$ pour le trimestre et de (26) \$ et de 11 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (17) \$, de 6 \$ et de (6) \$ pour le trimestre et de (17) \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2015	30 avril 2015	31 janvier 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2014
<b>Actifs</b>					
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>48 722 \$</b>	40 403 \$	44 162 \$	28 386 \$	38 250 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>8 022</b>	7 256	6 597	6 110	5 800
<b>Valeurs mobilières</b>					
Titres de négociation	<b>81 286</b>	82 031	88 991	85 022	90 459
Titres disponibles à la vente	<b>47 981</b>	49 340	50 711	46 966	47 673
Titres détenus jusqu'à l'échéance	<b>9 830</b>	10 015	10 586	10 344	10 420
Titres divers	<b>1 012</b>	1 060	1 084	987	989
	<b>140 109</b>	142 446	151 372	143 319	149 541
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>74 684</b>	64 576	66 086	53 555	49 452
<b>Prêts</b>					
Prêts hypothécaires à l'habitation	<b>104 547</b>	101 839	102 073	101 013	99 484
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	<b>65 702</b>	64 273	65 301	64 143	64 286
Prêts sur cartes de crédit	<b>8 004</b>	7 896	7 924	7 972	7 976
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	<b>141 941</b>	132 153	133 193	120 766	115 812
	<b>320 194</b>	306 161	308 491	293 894	287 558
Engagements de clients aux termes d'acceptations	<b>10 796</b>	11 453	10 986	10 878	9 651
Provision pour pertes sur créances	<b>(1 811)</b>	(1 758)	(1 847)	(1 734)	(1 768)
	<b>329 179</b>	315 856	317 630	303 038	295 441
<b>Autres actifs</b>					
Instruments dérivés	<b>48 068</b>	39 831	62 989	32 655	26 825
Bureaux et matériel	<b>2 279</b>	2 274	2 334	2 276	2 174
Écart d'acquisition	<b>6 111</b>	5 646	5 900	5 353	5 253
Immobilisations incorporelles	<b>2 227</b>	2 136	2 214	2 052	2 020
Actifs d'impôt exigible	<b>600</b>	596	579	665	770
Actifs d'impôt différé	<b>3 248</b>	3 174	3 437	3 019	2 962
Actifs divers	<b>9 193</b>	9 081	9 110	8 231	8 344
	<b>71 726</b>	62 738	86 563	54 251	48 348
<b>Total des actifs</b>	<b>672 442 \$</b>	633 275 \$	672 410 \$	588 659 \$	586 832 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>					
<b>Dépôts</b>					
Banques	<b>30 216 \$</b>	28 864 \$	24 310 \$	18 243 \$	22 865 \$
Entreprises et administrations publiques	<b>272 549</b>	254 738	262 272	239 139	243 808
Particuliers	<b>144 852</b>	140 629	143 196	135 706	132 550
	<b>447 617</b>	424 231	429 778	393 088	399 223
<b>Autres passifs</b>					
Instruments dérivés	<b>50 011</b>	44 237	63 701	33 657	28 151
Acceptations	<b>10 796</b>	11 453	10 986	10 878	9 651
Titres vendus à découvert	<b>27 813</b>	25 908	30 013	27 348	28 366
Titres mis en pension ou prêtés	<b>47 644</b>	42 039	49 551	39 695	40 606
Passifs d'impôt exigible	<b>195</b>	211	262	235	255
Passifs d'impôt différé	<b>177</b>	188	161	178	185
Passifs divers	<b>45 072</b>	44 170	45 279	43 263	42 147
	<b>181 708</b>	168 206	199 953	155 254	149 361
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>4 433</b>	4 435	4 964	4 913	3 948
<b>Capitaux propres</b>					
Capital social	<b>14 936</b>	14 970	15 413	15 397	15 194
Surplus d'apport	<b>302</b>	303	303	304	310
Résultats non distribués	<b>18 281</b>	17 765	17 489	17 237	16 724
Cumul des autres éléments du résultat global	<b>4 681</b>	2 878	4 027	1 375	991
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	<b>38 200</b>	35 916	37 232	34 313	33 219
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	<b>484</b>	487	483	1 091	1 081
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>38 684</b>	36 403	37 715	35 404	34 300
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>672 442 \$</b>	633 275 \$	672 410 \$	588 659 \$	586 832 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
<b>Actions privilégiées</b>				
Solde à l'ouverture de la période	2 640 \$	2 615 \$	3 040 \$	2 265 \$
Émises au cours de la période	350	700	350	1 200
Rachetées au cours de la période	(350)	(275)	(750)	(425)
Solde à la clôture de la période	2 640	3 040	2 640	3 040
<b>Actions ordinaires</b>				
Solde à l'ouverture de la période	12 330	12 071	12 357	12 003
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	-	47	57	47
Émises en vertu du régime d'options sur actions	4	36	35	104
Rachetées aux fins d'annulation	(38)	-	(153)	-
Solde à la clôture de la période	12 296	12 154	12 296	12 154
<b>Surplus d'apport</b>				
Solde à l'ouverture de la période	303	313	304	315
Charges liées aux options sur actions/options exercées	-	(3)	1	(5)
Autres	(1)	-	(3)	-
Solde à la clôture de la période	302	310	302	310
<b>Résultats non distribués</b>				
Solde à l'ouverture de la période	17 765	16 155	17 237	15 087
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 185	1 110	3 164	3 220
Dividendes - Actions privilégiées	(23)	(28)	(87)	(83)
- Actions ordinaires	(527)	(504)	(1 560)	(1 484)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(111)	-	(465)	-
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	(3)	-	(3)	-
Frais d'émission d'actions	(5)	(9)	(5)	(16)
Solde à la clôture de la période	18 281	16 724	18 281	16 724
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres disponibles à la vente</b>				
Solde à l'ouverture de la période	112	156	156	205
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	6	76	(2)	65
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(27)	(17)	(63)	(55)
Solde à la clôture de la période	91	215	91	215
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie</b>				
Solde à l'ouverture de la période	420	55	141	(8)
Profits sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	168	53	481	164
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 4)	(13)	(25)	(47)	(73)
Solde à la clôture de la période	575	83	575	83
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger</b>				
Solde à l'ouverture de la période	2 649	1 008	1 368	405
Profits (pertes) latents à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	1 866	(98)	3 222	800
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(349)	-	(424)	(295)
Solde à la clôture de la période	4 166	910	4 166	910
<b>Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi</b>				
Solde à l'ouverture de la période	(304)	(119)	(290)	(165)
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi 6)	106	(98)	92	(52)
Solde à la clôture de la période	(198)	(217)	(198)	(217)
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur</b>				
Solde à l'ouverture de la période	1	-	-	-
Profits sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	46	-	47	-
Solde à la clôture de la période	47	-	47	-
<b>Total du cumul des autres éléments du résultat global</b>	<b>4 681</b>	<b>991</b>	<b>4 681</b>	<b>991</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>38 200 \$</b>	<b>33 219 \$</b>	<b>38 200 \$</b>	<b>33 219 \$</b>
<b>Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales</b>				
Solde à l'ouverture de la période	487	1 071	1 091	1 072
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	7	16	27	43
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	(10)	(26)	(37)	(52)
Rachat de titres de fiducie de capital	-	-	(600)	-
Acquisitions	-	22	-	22
Autres	-	(2)	3	(4)
Solde à la clôture de la période	484	1 081	484	1 081
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>38 684 \$</b>	<b>34 300 \$</b>	<b>38 684 \$</b>	<b>34 300 \$</b>

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 1 \$, de (30) \$, de 1 \$ et de (30) \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

2) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de 9 \$, de 6 \$, de 23 \$ et de 27 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (60) \$, de (14) \$, de (162) \$ et de (42) \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

4) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de 5 \$, de 6 \$, de 11 \$ et de 20 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 124 \$, de (2) \$, de 148 \$ et de 102 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (34) \$, de 32 \$, de (26) \$ et de 11 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (17) \$ et de (17) \$ pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net	1 192 \$	1 126 \$	3 191 \$	3 263 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	3	6	8	7
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(53)	(18)	(167)	(128)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	2 447	(8 038)	6 724	(14 562)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	160	130	484	391
Variation des instruments dérivés - (augmentation) diminution des actifs dérivés	(8 644)	2 400	(16 519)	3 473
- augmentation (diminution) des passifs dérivés	6 409	(2 926)	17 495	(4 399)
Amortissement des bureaux et du matériel	94	87	282	268
Amortissement des immobilisations incorporelles	105	104	301	284
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt différé	132	(3)	140	223
Diminution nette du passif d'impôt différé	(21)	(1)	(14)	(37)
Diminution nette de l'actif d'impôt exigible	91	28	194	397
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt exigible	(21)	92	(47)	(204)
Variation des intérêts courus - diminution des intérêts à recevoir	18	138	94	135
- augmentation (diminution) des intérêts à payer	(112)	(34)	(177)	4
Variation nette des autres éléments et charges à payer	3 612	1 535	5 654	2 047
Augmentation nette des dépôts	6 522	6 316	20 697	22 034
(Augmentation) nette des prêts	(5 228)	(1 603)	(11 058)	(11 676)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	1 299	4 004	(430)	5 644
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	2 963	(5 359)	2 988	10 773
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	(6 471)	2 393	(14 475)	(8 289)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	4 497	377	15 365	9 648
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
(Diminution) nette des passifs des filiales	(365)	(9)	(383)	(40)
Produit (échéance) d'obligations couvertes	(2 538)	-	210	-
Remboursement sur la dette subordonnée	-	-	(500)	-
Produit de l'émission d'actions privilégiées	350	700	350	1 200
Rachat d'actions privilégiées	(353)	(275)	(753)	(425)
Rachat de titres d'une filiale	-	-	(600)	-
Frais d'émission d'actions	(5)	(9)	(5)	(16)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	4	37	36	105
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(149)	-	(618)	-
Dividendes versés en trésorerie	(546)	(471)	(1 585)	(1 494)
Dividendes versés en trésorerie à la participation ne détenant pas le contrôle	(10)	(26)	(37)	(52)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(3 612)	(53)	(3 885)	(722)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(282)	1 247	(1 026)	931
Achats de titres, autres que de négociation	(4 643)	(3 817)	(13 030)	(21 599)
Échéances de titres, autres que de négociation	1 847	1 949	3 903	10 709
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	7 168	4 840	13 606	13 392
Bureaux et matériel - sorties (achats) nets	10	(156)	(93)	(207)
Logiciels achetés et développés - (achats) nets	(84)	(87)	(237)	(269)
Acquisitions	-	(956)	-	(956)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	4 016	3 020	3 123	2 001
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	3 418	(176)	5 733	1 234
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 319	3 168	20 336	12 161
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	40 403	35 082	28 386	26 089
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>48 722 \$</b>	<b>38 250 \$</b>	<b>48 722 \$</b>	<b>38 250 \$</b>
<b>Composition :</b>				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	46 844 \$	36 795 \$	46 844 \$	36 795 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 878	1 455	1 878	1 455
	48 722 \$	38 250 \$	48 722 \$	38 250 \$
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie :</b>				
Inclusion dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 172 \$	1 196 \$	3 516 \$	3 411 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	150 \$	111 \$	490 \$	282 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 326 \$	3 325 \$	9 972 \$	9 705 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2015 (non audité)

## Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une société ouverte constituée au Canada dont le siège social se trouve à Montréal, au Canada. La Banque est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services de banque d'affaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2014, qui figurent aux pages 128 à 189 de notre Rapport annuel 2014.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 25 août 2015.

### Modifications de méthodes comptables

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2014, nous avons adopté les prises de position en comptabilité, nouvelles et modifiées, publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) qui suivent : les dispositions sur le risque de crédit qui nous est propre contenues dans l'IFRS 9, *Instruments financiers*, les modifications de l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, et de l'IAS 32, *Instruments financiers : présentation*, de même que l'Interprétation 21 de l'IFRS Interpretations Committee, *Droits ou taxes*. Il y a lieu de se reporter à la page 37 de notre Rapport aux actionnaires du premier trimestre 2015 pour obtenir une description de ces prises de position en comptabilité nouvelles ou modifiées. L'adoption de ces prises de position en comptabilité nouvelles et modifiées n'a pas eu d'incidence importante sur nos états financiers consolidés intermédiaires.

En juillet 2015, l'IASB a voté en faveur du report d'un an de l'adoption de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. Par suite de ce report, l'IFRS 15 s'appliquera désormais à notre exercice ouvert le 1<sup>er</sup> novembre 2018. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos résultats futurs.

## Note 2 : Valeurs mobilières

### Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2015				31 octobre 2014			
	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	8 895	124	4	9 015	10 420	82	1	10 501
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 210	95	11	4 294	4 063	44	3	4 104
l'administration fédérale américaine	1 218	7	2	1 223	1 094	2	3	1 093
des municipalités, agences et États américains	6 539	56	7	6 588	5 761	57	3	5 815
d'autres administrations publiques	5 553	19	1	5 571	6 116	17	1	6 132
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada 1)	2 983	50	2	3 031	3 031	24	1	3 054
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	9 283	36	20	9 299	6 872	35	12	6 895
Titres de créance d'entreprises	7 135	85	6	7 214	7 577	95	6	7 666
Titres de participation d'entreprises	1 646	122	22	1 746	1 582	129	5	1 706
Total	47 462	594	75	47 981	46 516	485	35	46 966

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

2) Les profits et les pertes latents peuvent être compensés par les pertes (profits) latents connexes sur des contrats de couverture.

## Note 3 : Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et provision pour pertes sur créances

### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les autres passifs à notre bilan consolidé. Au 31 juillet 2015, la provision pour pertes sur créances liées aux autres instruments de crédit figurant dans les autres passifs totalisait 242 millions de dollars (243 millions au 31 juillet 2014).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Pour les périodes de trois mois closes le										
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	77	89	118	92	189	396	-	-	384	577
Montants sortis du bilan	(16)	(24)	(168)	(178)	(85)	(129)	-	-	(269)	(331)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	10	28	63	47	42	107	-	-	115	182
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	16	14	116	130	28	(14)	-	-	160	130
Fluctuations de change et autres	(3)	(9)	(8)	2	14	(57)	-	-	3	(64)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	84	98	121	93	188	303	-	-	393	494
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	80	87	668	640	810	767	36	27	1 594	1 521
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(2)	(1)	(31)	(5)	29	7	4	(1)	-	-
Fluctuations de change et autres	5	-	16	(1)	45	(3)	-	-	66	(4)
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	83	86	653	634	884	771	40	26	1 660	1 517
Total de la provision pour pertes sur créances	167	184	774	727	1 072	1 074	40	26	2 053	2 011
Composition : Prêts	142	158	773	727	856	857	40	26	1 811	1 768
Autres instruments de crédit	25	26	1	-	216	217	-	-	242	243

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Pour les périodes de neuf mois closes le										
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	88	89	99	81	237	315	-	-	424	485
Montants sortis du bilan	(48)	(65)	(510)	(487)	(246)	(294)	-	-	(804)	(846)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	21	49	142	127	149	356	-	-	312	532
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	40	45	388	376	56	(30)	-	-	484	391
Fluctuations de change et autres	(17)	(20)	2	(4)	(8)	(44)	-	-	(23)	(68)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	84	98	121	93	188	303	-	-	393	494
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	83	88	678	622	754	756	27	19	1 542	1 485
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	(10)	(4)	(53)	11	50	(14)	13	7	-	-
Fluctuations de change et autres	10	2	28	1	80	29	-	-	118	32
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	83	86	653	634	884	771	40	26	1 660	1 517
Total de la provision pour pertes sur créances	167	184	774	727	1 072	1 074	40	26	2 053	2 011
Composition : Prêts	142	158	773	727	856	857	40	26	1 811	1 768
Autres instruments de crédit	25	26	1	-	216	217	-	-	242	243

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 21 millions de dollars et de 63 millions ont été inscrits pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement (28 millions et 92 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, respectivement).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

### Prêts restructurés

La valeur comptable des prêts que nous avons restructurés était de 975 millions de dollars au 31 juillet 2015 (728 millions au 31 octobre 2014). Au 31 juillet 2015, des prêts restructurés d'un montant de 424 millions de dollars ont été classés comme productifs (291 millions au 31 octobre 2014). Des prêts restructurés de 6 millions de dollars et de 17 millions ont été sortis du bilan au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement (25 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014).

### Prêts couverts par FDIC

Certains prêts acquis sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, nous avons inscrit des recouvrements nets de 3 millions de dollars et des dotations à la provision pour pertes sur créances de 29 millions, respectivement (recouvrements nets de 9 millions et de 8 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

### **Prêts productifs acquis**

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 6 millions de dollars et à 21 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement (8 millions et 25 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée dans la provision générale et la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées à titre de diminution de la provision générale et dans la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts.

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement des prêts productifs renouvelables sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 5 millions de dollars et à 13 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015 (6 millions et 31 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, respectivement).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements en trésorerie sont reçus. L'incidence de ces remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 18 millions de dollars et à 46 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement (31 millions et 120 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, respectivement).

La réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs a donné lieu pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015 à un recouvrement de 9 millions de dollars et à une charge de 6 millions, respectivement, au titre de la dotation à la provision pour pertes sur créances, et de néant et néant au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement (recouvrement de 2 millions et de 2 millions au titre de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de néant et 6 millions au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances relativement à ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode que nous appliquons aux prêts que nous montons. Le total du recouvrement des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances à l'égard des prêts productifs acquis s'est chiffré à 28 millions de dollars et à 25 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015 (recouvrement de 3 millions et provision spécifique pour pertes sur créances de 52 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, respectivement).

Au 31 juillet 2015, le montant des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 10 737 millions de dollars (11 703 millions au 31 octobre 2014). Au 31 juillet 2015, l'ajustement au titre des pertes sur créances sur les prêts à terme productifs acquis, les prêts renouvelables et les autres prêts productifs s'établissait à 241 millions de dollars, à 78 millions et à néant, respectivement (279 millions, 94 millions et 2 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 319 millions de dollars, une tranche de 172 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. La tranche restante de 147 millions de dollars correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévaluée chaque période de présentation de l'information financière.

### **Prêts douteux acquis**

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 19 millions de dollars et de 74 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015 (reprise de 57 millions et de 219 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014).

Au 31 juillet 2015, le montant des prêts douteux acquis restant au bilan était de 424 millions de dollars (488 millions au 31 octobre 2014). Le montant de l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établit désormais à néant (néant au 31 octobre 2014).

## Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

### Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux et le risque de migration du crédit et de défaillance. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme et de la gestion du risque de marché structurel découlant de nos activités bancaires et d'assurance.

### Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter les engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsque ces engagements arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris nos obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, et ce, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle au maintien de la confiance des déposants et à la stabilité du bénéfice.

## Note 5 : Titrisation d'actifs

Nous titrisons périodiquement des prêts pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des fiduciaires qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte destinés à des investisseurs.

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables d'éléments liés aux activités de titrisation effectuées avec des tiers figurant dans notre bilan consolidé ainsi que les passifs connexes, relativement à chaque catégorie d'actifs du bilan.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2015 1)		31 octobre 2014	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	8 120		9 569	
Autres actifs connexes 2)	9 335		8 382	
<b>Total</b>	<b>17 455</b>	<b>17 025</b>	17 951	17 546

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 17 611 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 17 664 millions, pour une position nette de (53) millions. Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, nous avons vendu des prêts de 1 860 millions de dollars et de 5 052 millions, respectivement, à des programmes de titrisation de tiers (1 422 millions et 3 929 millions au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, respectivement).

## Note 6 : Entités structurées

La banque consolide les entités structurées sur lesquelles elle exerce un contrôle. Le risque de perte lié à nos entités structurées consolidées était de 1 503 millions de dollars en ce qui a trait aux entités de titrisation de la banque, de 7 355 millions en ce qui a trait à notre entité de titrisation américaine des clients, de 256 millions en ce qui a trait à notre entité de protection du crédit et de 27 636 millions en ce qui a trait à nos entités de capital et de financement au 31 juillet 2015 (2 012 millions, 5 385 millions, 266 millions et 26 052 millions, respectivement, au 31 octobre 2014).

Le tableau ci-après fait état des montants liés à nos participations dans des entités structurées non consolidées :

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2015			31 octobre 2014		
	Entités de capital et de financement	Entités de titrisation canadiennes des clients	Entités de gestion de placements structurés	Entités de capital et de financement	Entités de titrisation canadiennes des clients	Entités de gestion de placements structurés
<b>Participations inscrites au bilan</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	54	-	11	39	-
Titres de négociation	2	111	4 865	2	10	10 414
Titres disponibles à la vente	-	564	-	-	652	-
Dérivés	-	12	186	-	-	42
	<b>12</b>	<b>741</b>	<b>5 051</b>	<b>13</b>	<b>701</b>	<b>10 456</b>
Dépôts	1 264	54	2 848	1 265	39	5 853
Dérivés	-	-	782	-	-	1 115
Autres	20	-	1 431	21	-	3 447
	<b>1 284</b>	<b>54</b>	<b>5 061</b>	<b>1 286</b>	<b>39</b>	<b>10 415</b>
<b>Risque de perte</b>						
Titres détenus 1)	2	675	4 865	2	662	10 414
Facilités utilisées 2)	12	-	-	12	-	-
Facilités non utilisées 2)	43	5 754	s. o.	43	5 214	s. o.
Actifs dérivés	-	12	186	-	-	42
	<b>57</b>	<b>6 441</b>	<b>5 051</b>	<b>57</b>	<b>5 876</b>	<b>10 456</b>
<b>Total des actifs des entités</b>	<b>1 284</b>	<b>4 994</b>	<b>5 051</b>	<b>1 286</b>	<b>3 783</b>	<b>10 456</b>

1) Les titres détenus qui sont émis par nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial adossé à des actifs et sont classés dans les titres de négociation et les titres disponibles à la vente. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

2) Ces facilités constituent les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients. La majeure partie de ces facilités ne visaient pas un soutien de crédit au 31 juillet 2015 ni au 31 octobre 2014.

Notre exposition aux fonds gérés BMO était de 274 millions de dollars au 31 juillet 2015 (513 millions au 31 octobre 2014).

Notre exposition aux fonds non gérés par BMO était de 6 379 millions de dollars au 31 juillet 2015 (12 007 millions au 31 octobre 2014).

s. o. - sans objet

## Note 7 : Acquisitions

### F&C Asset Management plc (F&C)

Le 7 mai 2014, nous avons conclu l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de F&C Asset Management plc, gestionnaire de placements dont le siège social est situé au Royaume-Uni, pour une contrepartie en trésorerie de 712 millions de livres sterling. Au cours du deuxième trimestre de 2015, nous avons terminé la ventilation du prix d'achat. Aucun ajustement n'a été comptabilisé par suite de cette ventilation définitive. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 12 afférente à nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, aux pages 153 et 154 de notre Rapport annuel 2014.

## Note 8 : Écart d'acquisition

Aucune perte de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été constatée au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015 ou de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'écart d'acquisition par groupe d'unités génératrices de trésorerie pour le trimestre clos le 31 juillet 2015 et l'exercice clos le 31 octobre 2014.

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires Particuliers et entreprises			Gestion de patrimoine		BMO Marchés des capitaux	Total
	PE Canada	PE États-Unis	Total	Activités traditionnelles de gestion de patrimoine	Assurance		
Solde au 31 octobre 2013	69	2 702	2 771	847	2	849	3 819
Acquisitions durant l'exercice	-	-	-	1 268	-	1 268	1 268
Autres 1)	(1)	220	219	35	-	35	266
Solde au 31 octobre 2014	68	2 922	2 990	2 150	2	2 152	5 353
Autres 1)	-	469	469	265	-	265	758
Solde au 31 juillet 2015	<b>68 2)</b>	<b>3 391 3)</b>	<b>3 459</b>	<b>2 415 4)</b>	<b>2 5)</b>	<b>2 417</b>	<b>6 111</b>

1) Les autres variations de l'écart d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens de l'écart d'acquisition libellé en monnaies étrangères ainsi que les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions des exercices précédents.

2) Concerne essentiellement bcpbank Canada, Diners Club Canada et Aver Media LP.

3) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust Savings Bank, First National Bank & Trust, Ozaukee Bank, Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., Diners Club U.S., AMCORE et M&I.

4) Concerne essentiellement BMO Nesbitt Burns Inc., Groupe de fonds Guardian Ltée, Pyrford International plc, Integra GRS, Lloyd George Management, M&I, Harris myCFO, Inc., Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc., CTC consulting, LLC, l'EGPA et F&C Asset Management plc.

5) Concerne AIG.

6) Concerne Gerard Klauer Mattison Co., Inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., Paloma Securities LLC et M&I.

## Note 9 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 3)		Total	
	31 juillet 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2015	31 octobre 2014	31 juillet 2015	31 octobre 2014
Catégories de déposants :										
Banques	1 112	997	1 100	993	4 685	2 412	23 319	13 841	30 216	18 243
Entreprises et administrations publiques	17 583	14 958	36 275	28 001	57 540	57 165	161 151	139 015	272 549	239 139
Particuliers	3 050	2 524	14 620	12 900	82 644	75 529	44 538	44 753	144 852	135 706
<b>Total 1) 2)</b>	<b>21 745</b>	<b>18 479</b>	<b>51 995</b>	<b>41 894</b>	<b>144 869</b>	<b>135 106</b>	<b>229 008</b>	<b>197 609</b>	<b>447 617</b>	<b>393 088</b>
Domiciliation :										
Canada	19 824	16 753	33 469	28 832	76 226	77 232	121 091	111 193	250 610	234 010
États-Unis	1 295	1 191	18 424	12 972	67 877	57 314	79 304	66 664	166 900	138 141
Autres pays	626	535	102	90	766	560	28 613	19 752	30 107	20 937
<b>Total</b>	<b>21 745</b>	<b>18 479</b>	<b>51 995</b>	<b>41 894</b>	<b>144 869</b>	<b>135 106</b>	<b>229 008</b>	<b>197 609</b>	<b>447 617</b>	<b>393 088</b>

1) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Au 31 juillet 2015 et au 31 octobre 2014, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 30 476 millions de dollars et 18 183 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 juillet 2015 et au 31 octobre 2014, les dépôts comprenaient des dépôts de 232 427 millions de dollars et de 191 155 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 13 538 millions et de 8 204 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

3) Comprend des dépôts de 207 417 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 103 813 millions étaient domiciliés au Canada, 74 998 millions, aux États-Unis et 28 606 millions, dans d'autres pays (174 612 millions, 92 668 millions, 62 193 millions et 19 751 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Des dépôts de 103 813 millions domiciliés au Canada, 37 838 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 8 372 millions, dans trois à six mois, 9 803 millions, dans six à douze mois et 47 800 millions, dans plus de douze mois (92 668 millions, 27 304 millions, 7 465 millions, 11 565 millions et 46 334 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Nous détenons des actifs liquides non grevés nets de 199 413 millions de dollars pour soutenir ces dépôts et d'autres éléments des passifs-dépôts (170 981 millions au 31 octobre 2014).

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts.

Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à payer à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients afin de gagner des intérêts sur une période fixe, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 juillet 2015, le solde des fonds fédéraux empruntés se chiffrait à 304 millions de dollars (651 millions au 31 octobre 2014).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 7 796 millions de dollars au 31 juillet 2015 (4 294 millions au 31 octobre 2014).
- Les obligations couvertes, qui totalisaient 8 844 millions de dollars au 31 juillet 2015 (7 683 millions au 31 octobre 2014).

## Note 10 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2015, nous avons racheté la totalité de nos débentures subordonnées et de nos billets à moyen terme de série C, deuxième tranche de 500 millions de dollars à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat.

## Note 11 : Capitaux propres

### Actions ordinaires et privilégiées en circulation 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 juillet 2015		31 octobre 2014		Convertibles en
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
<b>Actions privilégiées classées dans les capitaux propres</b>					
Catégorie B – Série 13	–	–	14 000 000	350	
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	actions privilégiées – catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	actions privilégiées – catégorie B – Série 16 2)
Catégorie B – Série 23	–	–	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 24 2)
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	actions privilégiées – catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	actions privilégiées – catégorie B – Série 28 2), 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 30 2), 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	actions privilégiées – catégorie B – Série 32 2), 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	–	–	actions privilégiées – catégorie B – Série 34 2), 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	–	–	3)
		<b>2 640</b>		<b>3 040</b>	
<b>Actions ordinaires 4)</b>	<b>642 317 593</b>	<b>12 296</b>	<b>649 050 049</b>	<b>12 357</b>	
<b>Capital social</b>		<b>14 936</b>		<b>15 397</b>	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 23 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2014, aux pages 161 à 166 de notre Rapport annuel 2014.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou encore si la Banque accepte une injection de capital ou un soutien équivalent de la part du gouvernement.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 12 740 509 actions ordinaires au 31 juillet 2015 (13 337 765 actions ordinaires au 31 octobre 2014).

### **Actions privilégiées**

Le 29 juillet 2015, nous avons émis 6 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 35 au prix de 25 \$ par action, pour un produit brut de 150 millions de dollars. Les actions sont assorties de dividendes trimestriels en trésorerie, si de tels dividendes sont déclarés, au taux de 5,00 % par année. Les actions sont rachetables au gré de la Banque à compter du 25 août 2020 au prix de 25 \$ par action majoré, advenant un rachat avant le 25 août 2024, d'une prime, de même que de tous les dividendes déclarés et impayés jusqu'à la date fixée pour le rachat.

Le 5 juin 2015, nous avons émis 8 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 33 au prix de 25 \$ par action, pour un produit brut de 200 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 25 août 2020, les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels, si de tels dividendes sont déclarés, à un taux annuel de 3,80 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, majoré d'une prime de 2,71 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir les actions qu'ils détiennent en un nombre équivalent d'actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif – série 34, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les détenteurs des actions privilégiées – série 34 auront le droit de recevoir des dividendes privilégiés trimestriels à taux variable non cumulatifs dans la mesure où de tels dividendes seront déclarés, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, majoré de 2,71 %.

Les actions privilégiées de catégorie B – série 33 et série 35 sont assorties d'une clause concernant les fonds propres conditionnels en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour qu'elles puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, les actions peuvent être converties en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce publiquement que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être ou si la Banque a accepté une injection de capital ou un soutien équivalent de la part de l'État afin d'éviter de devenir non viable.

Le 25 mai 2015, nous avons racheté la totalité des 14 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 13 au prix de rachat de 25,25 \$ par action, pour un prix de rachat brut de 353 millions de dollars.

Le 25 février 2015, nous avons racheté la totalité des 16 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 23 au prix de 25,00 \$ par action, pour un prix de rachat brut de 400 millions de dollars.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014, nous avons racheté la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 18 et 21 au prix de 25,00 \$ l'action plus tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci, pour un prix de rachat brut de 425 millions de dollars.

Le 30 juillet 2014, nous avons émis 12 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 31 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 300 millions de dollars.

Le 6 juin 2014, nous avons émis 16 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 29 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 400 millions de dollars.

Le 23 avril 2014, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 27 au prix en trésorerie de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 500 millions de dollars.

### **Actions ordinaires**

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, nous avons racheté aux fins d'annulation 2 millions et 8 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 74,77 \$ et de 77,25 \$ chacune, respectivement, pour un total de 149 millions de dollars et de 618 millions. Aucune action n'avait été rachetée au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014.

Le 1<sup>er</sup> février 2015, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, offre d'une durée d'un an. Aux termes de celle-ci, nous pouvons racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires. Les dates et les montants des achats effectués en vertu de cette offre seront déterminés par la direction en fonction de facteurs comme les conditions du marché et la suffisance du capital. La Banque consultera périodiquement le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

### **Titres de fiducie de capital**

Le 31 décembre 2014, nous avons racheté la totalité de nos titres de fiducie de capital BMO – série D (BOaTS BMO – série D) pour un montant équivalant à 1 000 \$, pour un prix de rachat total de 600 millions de dollars majoré des distributions déclarées et non réglées.

## **Note 12 : Gestion du capital**

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 juillet 2015, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 31 juillet 2015 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital, aux pages 14 à 16 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre 2015.

## Note 13 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2015 et 2014, nous n'avons attribué aucune option sur action. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, nous avons attribué un total de 641 875 options sur actions (1 618 223 options sur actions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 a été de 7,45 \$ l'option (6,36 \$ l'option durant la période de neuf mois close le 31 juillet 2014).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

Options sur actions attribuées durant les périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Taux de dividende attendu	4,7 %	5,0 %
Volatilité attendue du cours des actions	16,9 % - 17,0 %	16,4 %
Taux de rendement sans risque	1,9 % - 2,0 %	2,5 % - 2,6 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimées différentes.

### Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Pour les périodes de trois mois closes le				
Prestations constituées des employés	75	66	7	6
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(1)	(2)	13	13
Charges administratives	1	-	-	-
Charge au titre des prestations	75	64	20	19
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	17	16	-	-
Charge au titre des cotisations définies	4	4	-	-
<b>Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats</b>	<b>96</b>	<b>84</b>	<b>20</b>	<b>19</b>

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Pour les périodes de neuf mois closes le				
Prestations constituées des employés	215	185	21	19
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(4)	(7)	38	38
Charges administratives	3	3	-	-
Charge au titre des prestations	214	181	59	57
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	61	55	-	-
Charge au titre des cotisations définies	15	8	-	-
<b>Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats</b>	<b>290</b>	<b>244</b>	<b>59</b>	<b>57</b>

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Note 14 : Bénéfice par action

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

### Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 185	1 110	3 164	3 220
Dividendes sur les actions privilégiées	(23)	(28)	(87)	(83)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 162	1 082	3 077	3 137
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	643 451	645 892	645 763	645 071
<b>Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)</b>	<b>1,81</b>	<b>1,68</b>	<b>4,76</b>	<b>4,86</b>

## Bénéfice dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2015	31 juillet 2014	31 juillet 2015	31 juillet 2014
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	1 162	1 082	3 077	3 137
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	643 451	645 892	645 763	645 071
Options sur actions pouvant être exercées 1)	9 389	10 683	9 565	11 082
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(7 242)	(7 960)	(7 177)	(8 616)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	645 598	648 615	648 151	647 537
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,80	1,67	4,75	4,85

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 982 171 options et 1 922 330, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 183,17 \$ et de 187,18 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015 (1 754 283 et 1 788 675 options d'un prix moyen pondéré de 235,35 \$ et de 235,29 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

## Bénéfice de base par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant notre bénéfice net, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

## Bénéfice dilué par action

Le bénéfice dilué par action représente ce que notre bénéfice par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre bénéfice par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation à l'ouverture de l'exercice, soit à partir de la date d'émission dans le cas des instruments émis au cours de l'exercice.

## Note 15 : Segmentation opérationnelle et géographique

### Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) [qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)], la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que ces groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comptables et ajustées comme le bénéfice net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le ratio des charges autres que d'intérêts aux revenus (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation.

### Base de présentation

La présentation des résultats de ces groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les méthodes comptables utilisées par ces groupes sont généralement les mêmes que celles employées pour la préparation de nos états financiers consolidés intermédiaires, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés annuels. Une différence notable dans les mesures comptables est l'ajustement sur une base d'imposition comparable, comme il est expliqué ci-après.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés entre des groupes clients et des unités des Services d'entreprise afin d'harmoniser davantage la structure organisationnelle de la Banque et ses priorités stratégiques. De plus, la répartition des revenus et des charges est révisée afin de mieux correspondre à l'expérience actuelle. Les résultats des périodes antérieures sont retraités afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

### Base d'imposition comparable

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base tient compte d'un ajustement qui augmente les revenus comptables et la charge d'impôts sur le résultat comptable d'un montant portant sur les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ils sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements bic des groupes d'exploitation est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

### Information géographique

Nous exerçons nos activités essentiellement au Canada et aux États-Unis, mais nous en menons également au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous l'élément Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des charges connexes, sauf pour ce qui est des dotations consolidées à la provision pour pertes sur créances, dotations qui sont réparties en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2015						
Revenus nets d'intérêts	1 255	719	164	308	(174)	2 272
Revenus autres que d'intérêts	443	200	1 172	694	45	2 554
Total des revenus	1 698	919	1 336	1 002	(129)	4 826
Dotation à la provision pour pertes sur créances	109	19	3	14	15	160
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	218	-	-	218
Amortissement	60	55	58	26	-	199
Charges autres que d'intérêts	785	550	781	597	59	2 772
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	744	295	276	365	(203)	1 477
Charge d'impôts sur le résultat	188	73	66	92	(134)	285
Bénéfice net comptable	556	222	210	273	(69)	1 192
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	6	7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	556	222	209	273	(75)	1 185
Actifs moyens	198 007	89 783	29 452	287 468	57 955	662 665

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2014						
Revenus nets d'intérêts	1 210	626	141	328	(198)	2 107
Revenus autres que d'intérêts	428	161	1 367	657	15	2 628
Total des revenus	1 638	787	1 508	985	(183)	4 735
Dotation à la provision pour pertes sur créances	129	57	(3)	(6)	(47)	130
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	520	-	-	520
Amortissement	56	54	55	26	-	191
Charges autres que d'intérêts	752	456	693	563	101	2 565
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	701	220	243	402	(237)	1 329
Charge d'impôts sur le résultat	176	59	54	97	(183)	203
Bénéfice net comptable	525	161	189	305	(54)	1 126
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	15	16
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	525	161	188	305	(69)	1 110
Actifs moyens	191 404	74 564	26 244	257 568	43 638	593 418

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015						
Revenus nets d'intérêts	3 666	2 084	474	970	(591)	6 603
Revenus autres que d'intérêts	1 265	572	3 832	1 965	170	7 804
Total des revenus	4 931	2 656	4 306	2 935	(421)	14 407
Dotation à la provision pour pertes sur créances	384	77	6	28	(11)	484
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	989	-	-	989
Amortissement	173	165	173	72	-	583
Charges autres que d'intérêts	2 320	1 578	2 330	1 791	487	8 506
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 054	836	808	1 044	(897)	3 845
Charge d'impôts sur le résultat	510	216	201	254	(527)	654
Bénéfice net comptable	1 544	620	607	790	(370)	3 191
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	26	27
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 544	620	606	790	(396)	3 164
Actifs moyens	195 804	87 480	28 809	288 324	57 887	658 304

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014						
Revenus nets d'intérêts	3 558	1 843	416	915	(449)	6 283
Revenus autres que d'intérêts	1 196	503	3 522	1 994	85	7 300
Total des revenus	4 754	2 346	3 938	2 909	(364)	13 583
Dotation à la provision pour pertes sur créances	399	130	(2)	(11)	(125)	391
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	1 205	-	-	1 205
Amortissement	173	166	135	78	-	552
Charges autres que d'intérêts	2 190	1 382	1 889	1 700	321	7 482
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 992	668	711	1 142	(560)	3 953
Charge d'impôts sur le résultat	502	183	156	256	(407)	690
Bénéfice net comptable	1 490	485	555	886	(153)	3 263
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	42	43
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 490	485	554	886	(195)	3 220
Actifs moyens	189 207	73 193	24 318	258 527	44 141	589 386

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens présentés par région.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2015	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 404	814	54	2 272
Revenus autres que d'intérêts	1 597	609	348	2 554
<b>Total des revenus</b>	<b>3 001</b>	<b>1 423</b>	<b>402</b>	<b>4 826</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	112	49	(1)	160
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	106	-	112	218
Amortissement	110	70	19	199
Charges autres que d'intérêts	1 569	1 033	170	2 772
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 104	271	102	1 477
Charge d'impôts sur le résultat	212	57	16	285
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>892</b>	<b>214</b>	<b>86</b>	<b>1 192</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	6	-	1	7
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>886</b>	<b>214</b>	<b>85</b>	<b>1 185</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>397 008</b>	<b>237 374</b>	<b>28 283</b>	<b>662 665</b>

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2014	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 375	696	36	2 107
Revenus autres que d'intérêts	1 818	519	291	2 628
<b>Total des revenus</b>	<b>3 193</b>	<b>1 215</b>	<b>327</b>	<b>4 735</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	110	20	-	130
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	449	-	71	520
Amortissement	107	67	17	191
Charges autres que d'intérêts	1 505	907	153	2 565
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 022	221	86	1 329
Charge d'impôts sur le résultat	140	47	16	203
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>882</b>	<b>174</b>	<b>70</b>	<b>1 126</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	15	-	1	16
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>867</b>	<b>174</b>	<b>69</b>	<b>1 110</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>369 151</b>	<b>201 365</b>	<b>22 902</b>	<b>593 418</b>

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	4 130	2 333	140	6 603
Revenus autres que d'intérêts	4 979	1 815	1 010	7 804
<b>Total des revenus</b>	<b>9 109</b>	<b>4 148</b>	<b>1 150</b>	<b>14 407</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	402	83	(1)	484
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	664	-	325	989
Amortissement	319	208	56	583
Charges autres que d'intérêts	4 905	3 080	521	8 506
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 819	777	249	3 845
Charge d'impôts sur le résultat	474	138	42	654
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>2 345</b>	<b>639</b>	<b>207</b>	<b>3 191</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	26	-	1	27
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>2 319</b>	<b>639</b>	<b>206</b>	<b>3 164</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>401 343</b>	<b>229 113</b>	<b>27 848</b>	<b>658 304</b>

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	4 042	2 127	114	6 283
Revenus autres que d'intérêts	5 014	1 672	614	7 300
<b>Total des revenus</b>	<b>9 056</b>	<b>3 799</b>	<b>728</b>	<b>13 583</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	379	14	(2)	391
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	1 005	-	200	1 205
Amortissement	320	207	25	552
Charges autres que d'intérêts	4 468	2 689	325	7 482
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2 884	889	180	3 953
Charge d'impôts sur le résultat	491	197	2	690
<b>Bénéfice net comptable</b>	<b>2 393</b>	<b>692</b>	<b>178</b>	<b>3 263</b>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	42	-	1	43
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque</b>	<b>2 351</b>	<b>692</b>	<b>177</b>	<b>3 220</b>
<b>Actifs moyens</b>	<b>368 804</b>	<b>198 867</b>	<b>21 715</b>	<b>589 386</b>

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Note 16 : Juste valeur des instruments financiers

### Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2014, aux pages 178 à 185, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

	31 juillet 2015		31 octobre 2014	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Titres</b>				
Titres détenus jusqu'à l'échéance	9 830	9 960	10 344	10 490
Autres 1)	653	2 011	510	1 829
	<b>10 483</b>	<b>11 971</b>	10 854	12 319
<b>Titres pris en pension ou empruntés 2)</b>	<b>60 696</b>	<b>60 922</b>	33 141	33 095
<b>Prêts</b>				
Prêts hypothécaires à l'habitation	104 547	105 087	101 013	101 273
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	65 702	65 000	64 143	63 280
Prêts sur cartes de crédit	8 004	7 582	7 972	7 706
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	141 941	140 212	120 766	119 399
	<b>320 194</b>	<b>317 881</b>	293 894	291 658
<b>Dépôts</b>	<b>447 617</b>	<b>447 969</b>	393 088	393 242
<b>Titres vendus à découvert 3)</b>	<b>40 551</b>	<b>40 939</b>	25 485	25 505
<b>Passifs divers 4)</b>	<b>23 351</b>	<b>24 083</b>	23 546	23 927
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>4 433</b>	<b>4 608</b>	4 913	5 110

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres prêtés et certains autres passifs.

- 1) Les titres divers ne tiennent pas compte de 359 millions de dollars de titres liés à nos activités de banque d'affaires qui sont inscrits à la juste valeur au bilan (477 millions de dollars au 31 octobre 2014).
- 2) Ne tient pas compte de 13 988 millions de dollars de titres empruntés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (20 414 millions au 31 octobre 2014).
- 3) Ne tient pas compte de 7 093 millions de dollars de titres prêtés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (14 210 millions au 31 octobre 2014).
- 4) Les passifs divers comprennent la titrisation et les passifs des entités structurées de même que certains autres passifs de filiales autres que des dépôts.

### Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de hausse de 140 millions de dollars et de 14 millions dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de hausse de 59 millions et de 59 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement (baisse de 46 millions et de 71 millions enregistrée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, dont 1 million de dollars et 55 millions étaient attribuables aux variations de notre propre écart de taux pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, respectivement). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Au 31 juillet 2015, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 8 789 millions de dollars et de 8 963 millions (7 639 millions et 7 733 millions, respectivement, au 31 octobre 2014). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 7 130 millions de dollars au 31 juillet 2015 (6 599 millions au 31 octobre 2014) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une diminution de 34 millions de dollars et à une augmentation de 270 millions de dollars des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement (augmentation de 146 millions et de 373 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 516 millions de dollars au 31 juillet 2015 (407 millions au 31 octobre 2014), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une hausse de 6 millions et de 22 millions des sinistres, commissions et passifs au titre des indemnités, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015 (hausse de 20 millions et de 33 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014). Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, une hausse de 4 millions de dollars et de 5 millions, respectivement, a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux. Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Les passifs au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 139 millions de dollars au 31 juillet 2015 (139 millions au 31 octobre 2014), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts de moins de 1 million et de moins de 1 million pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, respectivement (hausse de 1 million de dollars et de 2 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014, respectivement).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 359 millions de dollars au 31 juillet 2015 (477 millions au 31 octobre 2014) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 12 millions de dollars et de 32 millions, respectivement, des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015 (diminution de 31 millions et de 22 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2014).

## Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur. Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2015			31 octobre 2014		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
<b>Titres de négociation</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	9 954	2 087	-	8 737	1 725	-
des provinces et municipalités canadiennes	3 632	4 090	-	3 134	4 062	-
l'administration fédérale américaine	4 272	449	-	5 725	440	-
des municipalités, agences et États américains	-	1 042	98	-	626	85
d'autres administrations publiques	349	81	-	124	99	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	528	-	-	702	-
Titres de créance d'entreprises	604	8 783	348	1 974	9 319	538
Titres de participation d'entreprises	40 092	4 877	-	37 221	10 511	-
	<b>58 903</b>	<b>21 937</b>	<b>446</b>	<b>56 915</b>	<b>27 484</b>	<b>623</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	4 622	4 393	-	4 946	5 555	-
des provinces et municipalités canadiennes	2 298	1 996	-	1 679	2 425	-
l'administration fédérale américaine	1 223	-	-	1 093	-	-
des municipalités, agences et États américains	-	6 587	1	-	5 814	1
d'autres administrations publiques	2 016	3 555	-	2 136	3 996	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	12 330	-	-	9 949	-
Titres de créance d'entreprises	5 399	1 809	6	5 687	1 971	8
Titres de participation d'entreprises	334	127	1 285	422	146	1 138
	<b>15 892</b>	<b>30 797</b>	<b>1 292</b>	<b>15 963</b>	<b>29 856</b>	<b>1 147</b>
<b>Titres divers</b>	-	-	359	10	-	467
<b>Passifs à la juste valeur</b>						
Titres vendus à découvert	25 211	2 602	-	23 615	3 733	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	8 937	-	-	7 785	-
Passifs au titre des rentes	-	516	-	-	407	-
	<b>25 211</b>	<b>12 055</b>	-	<b>23 615</b>	<b>11 925</b>	-
<b>Actifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	4	20 892	-	23	18 241	-
Contrats de change	15	24 744	-	32	12 649	-
Contrats sur produits de base	1 376	58	-	653	30	-
Contrats sur titres de participation	62	888	-	51	896	-
Swaps sur défaillance	-	28	1	-	68	12
	<b>1 457</b>	<b>46 610</b>	<b>1</b>	<b>759</b>	<b>31 884</b>	<b>12</b>
<b>Passifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	27	18 888	-	33	16 983	-
Contrats de change	17	25 862	-	33	12 110	-
Contrats sur produits de base	2 264	569	-	1 101	233	-
Contrats sur titres de participation	42	2 286	-	38	3 002	-
Swaps sur défaillance	-	56	-	-	116	8
	<b>2 350</b>	<b>47 661</b>	-	<b>1 205</b>	<b>32 444</b>	<b>8</b>

## Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

### Informations quantitatives sur les évaluations de la juste valeur des instruments classés dans le niveau 3

Le tableau qui suit présente la juste valeur des instruments financiers les plus importants classés dans le niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur ainsi que la fourchette de valeur des données non observables importantes utilisées aux fins des évaluations.

				<u>Fourchette de valeur des données 1)</u>			
		Poste dans le tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données non observables importantes	Bas	Haut
						Bas	Haut
Au 31 juillet 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)							
<b>Valeurs mobilières</b>							
Titres de participation de sociétés fermées 2)		Titres de participation d'entreprises	1 285	Valeur liquidative Valeur d'entreprise/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	s. o. 5,5x	s. o. 10,1x
Titres garantis par des prêts 3)		Titres de créance d'entreprises	354	Modèle des flux de trésorerie actualisés	Rendement et marge d'escompte	1,40 %	1,40 %
Titres de banques d'affaires		Titres divers	359	Valeur liquidative Valeur d'entreprise/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	s. o. 4,4x	s. o. 8,7x

- 1) Les valeurs inférieure et supérieure des données correspondent aux niveaux réels le plus élevé et le moins élevé de données utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits donnée. Ces fourchettes de données ne rendent pas compte de l'incertitude liée au niveau de données, mais subissent l'incidence des instruments sous-jacents particuliers au sein d'une catégorie de produits. Les fourchettes de données varient par conséquent d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à la date de clôture de chaque période.
- 2) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent des actions d'un montant de 627 millions de dollars d'une Federal Reserve Bank et d'une Federal Home Loan Bank aux États-Unis que nous détenons pour respecter les exigences des organismes de réglementation. Ces actions sont comptabilisées au coût, lequel est réputé avoisiner la juste valeur puisque ces actions ne sont pas négociées sur le marché.
- 3) Comprennent les instruments détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente.
- s. o. – sans objet

### Données non observables importantes aux fins des évaluations des instruments classés dans le niveau 3

#### Valeur liquidative

La valeur liquidative correspond à la valeur estimée des titres selon les évaluations reçues de la part des gestionnaires de placements ou de fonds. L'évaluation de certains titres de participation de sociétés fermées se fonde sur les avantages économiques tirés de notre placement.

#### Coefficient valeur d'entreprise/BAIIA

La juste valeur des titres de participation de sociétés fermées et des placements dans des titres de banques d'affaires est déterminée au moyen du calcul de la valeur d'entreprise selon un coefficient valeur d'entreprise/BAIIA puis de l'application d'une méthodologie en cascade à la structure du capital d'une entité afin d'établir la valeur des actifs et des titres que nous détenons. L'établissement du coefficient valeur d'entreprise/BAIIA requiert l'exercice d'un jugement et la prise en compte de facteurs comme les coefficients de sociétés cotées en bourse comparables, les transactions récentes, les éléments propres à l'entité et les déductions pour absence de liquidité, qui visent à refléter le manque d'opérations de négociation touchant ces actifs ou ces titres.

#### Rendement et marges d'escompte

Le rendement d'un instrument financier correspond au taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un modèle d'évaluation. Une augmentation du rendement, prise isolément, se traduirait par une diminution de l'évaluation de la juste valeur connexe. La marge d'escompte correspond à la différence entre le rendement d'un instrument de créance donné et le rendement de l'instrument de référence correspondant. Les instruments de référence sont assortis de cotes de crédit élevées et d'échéances semblables et constituent souvent des obligations des gouvernements. La marge d'escompte d'un instrument fait partie du rendement utilisé pour calculer les flux de trésorerie actualisés. De façon générale, une augmentation de la marge d'escompte se traduirait par une diminution de la juste valeur.

### Analyse de sensibilité des instruments classés dans le niveau 3

L'analyse de sensibilité au 31 juillet 2015 pour les instruments de niveau 3 les plus importants, soit les titres pour lesquels plus de 10 % des instruments sont classés dans le niveau 3, est présentée ci-dessous.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres de créance d'entreprises de 343 millions de dollars ayant trait à des titres qui sont couverts par des swaps sur défaillance, lesquels sont également considérés comme des instruments de niveau 3. Au 31 juillet 2015, les actifs dérivés et les passifs dérivés étaient évalués à 1 million de dollars et à néant, respectivement. Nous avons déterminé l'évaluation de ces instruments dérivés et des titres connexes en fonction de modèles standards sur le marché que nous utilisons pour modéliser la composition des garanties particulières et la structure des flux de trésorerie liées à la transaction connexe. Au 31 juillet 2015, l'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base de la marge d'escompte consisterait en une diminution ou en une augmentation de moins de 1 million de dollars de la juste valeur, respectivement.

Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses de rechange raisonnablement possibles en ce qui a trait aux catégories importantes de niveau 3 que sont les placements en titres de sociétés fermées et les titres de banques d'affaires puisque les valeurs liquidatives sont fournies par des gestionnaires de placement ou de fonds.

## Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, des titres de négociation de néant et de 139 millions de dollars, respectivement, ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, des titres de négociation de 23 millions de dollars et de 90 millions, respectivement, et des titres disponibles à la vente de néant et de 180 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, aucun transfert de titres disponibles à la vente ou de titres de négociation n'a été effectué au niveau 3 ou depuis le niveau 3.

## Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2015, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat.

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2015	Variation de la juste valeur						Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2015	Variation des profits (pertes) latents 2)
	Solde au 30 avril 2015	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)				
<b>Titres de négociation</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	90	-	8	-	-	-	-	-	98	-
Titres de créance d'entreprises	457	2	38	-	-	(149)	-	-	348	2
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>547</b>	<b>2</b>	<b>46</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(149)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>446</b>	<b>2</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	7	-	-	-	(1)	-	-	-	6	s. o.
Titres de participation d'entreprises	1 251	-	93	40	(99)	-	-	-	1 285	s. o.
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>1 259</b>	<b>-</b>	<b>93</b>	<b>40</b>	<b>(100)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 292</b>	<b>s. o.</b>
<b>Titres divers</b>	<b>466</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>32</b>	<b>(157)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>359</b>	<b>(31)</b>
<b>Actifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	3	(2)	-	-	-	-	-	-	1	(2)
<b>Passifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente la variation des profits ou des pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 juillet 2015 qui ont été portés en résultat au cours de la période.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015	Variation de la juste valeur						Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2015	Variation des profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 octobre 2014	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)				
<b>Titres de négociation</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	85	-	13	-	-	-	-	-	98	-
Titres de créance d'entreprises	538	(14)	79	-	-	(255)	-	-	348	(14)
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>623</b>	<b>(14)</b>	<b>92</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(255)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>446</b>	<b>(14)</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	8	-	-	-	(2)	-	-	-	6	s. o.
Titres de participation d'entreprises	1 138	(20)	183	114	(130)	-	-	-	1 285	s. o.
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>1 147</b>	<b>(20)</b>	<b>183</b>	<b>114</b>	<b>(132)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 292</b>	<b>s. o.</b>
<b>Titres divers</b>	<b>467</b>	<b>63</b>	<b>-</b>	<b>116</b>	<b>(287)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>359</b>	<b>10</b>
<b>Actifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	12	(11)	-	-	-	-	-	-	1	(11)
<b>Passifs dérivés</b>										
Swaps sur défaillance	8	(8)	-	-	-	-	-	-	-	(8)

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente la variation des profits ou des pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 juillet 2015 qui ont été portés en résultat au cours de la période.

## Note 17 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés de même que les exigences connexes en matière de quotités et de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 95 à 100 de notre Rapport annuel 2014.

										31 juillet 2015
(en millions de dollars canadiens)										
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>										
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 843	-	-	-	-	-	-	-	879	48 722
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 618	1 649	635	61	41	13	2	3	-	8 022
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	742	1 270	704	822	5 088	4 120	8 155	15 416	44 969	81 286
Titres disponibles à la vente	954	830	1 540	1 152	684	7 043	18 502	15 530	1 746	47 981
Titres détenus jusqu'à leur échéance	10	94	239	375	319	632	4 071	4 090	-	9 830
Titres divers	3	-	-	-	-	-	54	13	942	1 012
Total des valeurs mobilières	1 709	2 194	2 483	2 349	6 091	11 795	30 782	35 049	47 657	140 109
Titres pris en pension ou empruntés	52 664	17 465	3 393	528	617	17	-	-	-	74 684
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 224	1 911	4 032	4 432	4 855	18 953	59 172	9 968	-	104 547
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	425	663	1 180	1 440	1 636	4 426	21 623	10 801	23 508	65 702
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 004	8 004
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	5 770	9 235	6 612	4 549	17 426	15 029	42 748	8 254	32 318	141 941
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 133	2 479	184	-	-	-	-	-	-	10 796
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 811)	(1 811)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	15 552	14 288	12 008	10 421	23 917	38 408	123 543	29 023	62 019	329 179
Autres actifs										
Instruments dérivés	7 121	6 628	3 145	929	1 860	4 012	10 409	13 964	-	48 068
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	2 279	2 279
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	6 111	6 111
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	2 227	2 227
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	600	600
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	3 248	3 248
Divers	1 531	231	173	1	-	-	24	4 242	2 991	9 193
Total des autres actifs	8 652	6 859	3 318	930	1 860	4 012	10 433	18 206	17 456	71 726
<b>Total des actifs</b>	<b>132 038</b>	<b>42 455</b>	<b>21 837</b>	<b>14 289</b>	<b>32 526</b>	<b>54 245</b>	<b>164 760</b>	<b>82 281</b>	<b>128 011</b>	<b>672 442</b>

31 juillet  
2015

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts 1)										
Banques	14 066	4 020	3 648	730	855	-	-	-	6 897	30 216
Entreprises et administrations publiques	27 205	35 598	30 606	8 619	10 666	15 298	24 297	8 862	111 398	272 549
Particuliers	2 669	3 710	4 902	4 787	4 217	7 895	14 750	1 608	100 314	144 852
Total des dépôts	43 940	43 328	39 156	14 136	15 738	23 193	39 047	10 470	218 609	447 617
Autres passifs										
Instruments dérivés	5 153	6 105	3 941	1 492	3 557	5 632	11 933	12 198	-	50 011
Acceptations	8 133	2 479	184	-	-	-	-	-	-	10 796
Titres vendus à découvert	27 813	-	-	-	-	-	-	-	-	27 813
Titres mis en pension ou prêtés	45 809	1 274	336	121	104	-	-	-	-	47 644
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	195	195
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	177	177
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	1	1 311	817	436	2 519	3 221	9 489	4 718	-	22 512
Divers	7 810	153	25	11	32	671	3 699	2 227	7 932	22 560
Total des autres passifs	94 719	11 322	5 303	2 060	6 212	9 524	25 121	19 143	8 304	181 708
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	100	-	4 333	-	4 433
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	38 684	38 684
Total des passifs et des capitaux propres	138 659	54 650	44 459	16 196	21 950	32 817	64 168	33 946	265 597	672 442

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

31 juillet  
2015

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements hors bilan</b>										
Crédits fermes 1)										
Contrats de location simple	1 200	2 059	8 180	3 843	9 736	15 308	62 079	2 102	-	104 507
Contrats de garantie financière 1)	27	55	82	79	77	290	627	597	-	1 834
Obligations d'achat	5 741	-	-	-	-	-	-	-	-	5 741
	64	125	165	166	164	593	723	183	-	2 183

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>										
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 625	-	-	-	-	-	-	-	761	28 386
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 124	1 420	521	14	31	-	-	-	-	6 110
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	542	1 159	584	1 344	1 274	5 255	9 722	17 409	47 733	85 022
Titres disponibles à la vente	1 014	345	553	1 138	714	8 750	21 047	11 699	1 706	46 966
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	113	98	294	1 356	4 172	4 311	-	10 344
Titres divers	-	10	3	2	-	-	45	19	908	987
Total des valeurs mobilières	1 556	1 514	1 253	2 582	2 282	15 361	34 986	33 438	50 347	143 319
Titres pris en pension ou empruntés	39 014	10 255	2 536	678	938	134	-	-	-	53 555
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 284	1 528	3 763	4 725	4 470	20 497	55 659	9 087	-	101 013
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	386	458	1 097	1 193	1 257	6 491	20 847	8 981	23 433	64 143
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 972	7 972
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	5 898	7 232	5 401	5 128	12 030	10 328	37 525	6 294	30 930	120 766
Engagements de clients aux termes d'acceptations	8 871	1 920	77	1	9	-	-	-	-	10 878
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 734)	(1 734)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	16 439	11 138	10 338	11 047	17 766	37 316	114 031	24 362	60 601	303 038
Autres actifs										
Instruments dérivés	2 703	2 348	1 387	1 746	796	3 436	8 955	11 284	-	32 655
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	2 276	2 276
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	5 353	5 353
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	2 052	2 052
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	665	665
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	3 019	3 019
Divers	1 509	271	149	4	-	-	64	3 545	2 689	8 231
Total des autres actifs	4 212	2 619	1 536	1 750	796	3 436	9 019	14 829	16 054	54 251
Total des actifs	92 970	26 946	16 184	16 071	21 813	56 247	158 036	72 629	127 763	588 659

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

31 octobre  
2014

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
<b>Dépôts 1)</b>										
Banques	7 495	4 680	1 067	597	2	-	-	-	4 402	18 243
Entreprises et administrations publiques	26 644	25 061	20 255	10 157	8 439	16 347	23 914	8 198	100 124	239 139
Particuliers	2 039	3 290	5 472	4 296	5 288	6 386	16 454	1 528	90 953	135 706
<b>Total des dépôts</b>	<b>36 178</b>	<b>33 031</b>	<b>26 794</b>	<b>15 050</b>	<b>13 729</b>	<b>22 733</b>	<b>40 368</b>	<b>9 726</b>	<b>195 479</b>	<b>393 088</b>
<b>Autres passifs</b>										
Instruments dérivés	1 545	2 321	1 325	2 095	1 399	4 565	9 633	10 774	-	33 657
Acceptations	8 871	1 920	77	1	9	-	-	-	-	10 878
Titres vendus à découvert	27 348	-	-	-	-	-	-	-	-	27 348
Titres mis en pension ou prêtés	36 757	2 624	149	95	70	-	-	-	-	39 695
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	235	235
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	178	178
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	3	429	1 560	341	1 135	3 976	10 066	4 955	-	22 465
Divers	7 226	142	16	330	26	193	3 577	1 723	7 565	20 798
<b>Total des autres passifs</b>	<b>81 750</b>	<b>7 436</b>	<b>3 127</b>	<b>2 862</b>	<b>2 639</b>	<b>8 734</b>	<b>23 276</b>	<b>17 452</b>	<b>7 978</b>	<b>155 254</b>
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	100	4 813	-	4 913
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>35 404</b>	<b>35 404</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>117 928</b>	<b>40 467</b>	<b>29 921</b>	<b>17 912</b>	<b>16 368</b>	<b>31 467</b>	<b>63 744</b>	<b>31 991</b>	<b>238 861</b>	<b>588 659</b>

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

31 octobre  
2014

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements hors bilan</b>										
Crédits fermes 1)	1 313	1 717	3 844	6 048	3 830	15 872	51 086	1 549	-	85 259
Contrats de location simple	26	52	77	77	76	281	630	638	-	1 857
Contrats de garantie financière 1)	5 269	-	-	-	-	-	-	-	-	5 269
Obligations d'achat	58	113	169	169	169	586	783	209	-	2 256

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

### Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport de gestion annuel et de nos états financiers consolidés audités pour 2014, de notre présentation des résultats et de notre Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2015, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

### Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 25 août 2015 à 14 h (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 30 novembre 2015, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 6766952).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Elle sera également accessible en différé sur notre site.

### Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, [ralph.marranca@bmo.com](mailto:ralph.marranca@bmo.com), 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, [ronald.monet@bmo.com](mailto:ronald.monet@bmo.com), 514-877-1873

### Relations avec les investisseurs

Lisa Hofstatter, directrice générale, relations avec les investisseurs, [lisa.hofstatter@bmo.com](mailto:lisa.hofstatter@bmo.com), 416-867-7019

Christine Viau, directrice, relations avec les investisseurs, [christine.viau@bmo.com](mailto:christine.viau@bmo.com), 416-867-6956

### Secrétaire générale

Barbara Muir, secrétaire générale, [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), 416-867-6423

---

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Mai 2015 78,10 \$

Juin 2015 75,47 \$

Juillet 2015 72,43 \$

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

**Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com). Pour consulter les documents et les informations que nous déposons en ligne auprès des organismes de réglementation, visitez également notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).**

---

Notre Rapport de gestion annuel pour 2014, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi qu'au [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2014 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com).

<sup>MD</sup> Marque déposée de la Banque de Montréal

#### Assemblée annuelle de 2016

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 5 avril 2016 à Toronto, en Ontario.